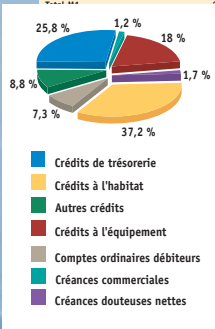




Bulletin trimestriel

Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
M1							
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPI	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2							
	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
	-	368	760	368	392		106,6 %
	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 146 - Statistiques au 31/03/2011

NOUVELLE-CALÉDONIE
115 000 000



Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

L'émission des signes monétaires ;

Le refinancement des établissements de crédit, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;

Les services rendus à la communauté bancaire (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;

La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;

La réalisation d'études périodiques (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;

L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie ;

Sommaire

1. Synthèse	3
2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	8
2.1 La masse monétaire	8
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	8
2.3 La circulation fiduciaire	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
3.1 Les actifs par agent	10
Les avoirs des ménages	11
Les avoirs des sociétés	12
3.2 Les actifs par nature	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	14
L'endettement des ménages	15
L'endettement des entreprises	16
L'endettement des collectivités locales	17
4.2 Les passifs des établissements locaux	18
5. Les engagements bancaires	20
5.1. Les risques sectoriels	20
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	21
Les indicateurs globaux	21
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	21
6. Le financement des concours bancaires	22
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
7. La monétique et les échanges de valeur	23
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
8. Rappel des taux	24
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
Annexe : Méthodologie	27

1. Synthèse

Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement.

L'accélération de la croissance de l'économie mondiale s'est poursuivie en début d'année, dans le sillage de la croissance rapide des pays émergents. Toutefois, la hausse des prix de l'énergie et ses conséquences, tensions inflationnistes et resserrements monétaires, risquent de peser sur la reprise actuelle.

Au premier trimestre, la croissance américaine s'est ralentie, à 0,4 %, après trois trimestres consécutifs de progression, malgré une politique économique demeurant très expansionniste. Les conditions du marché du travail s'améliorent et la situation financière des entreprises s'est redressée, mais le désendettement des ménages n'est pas achevé et le secteur immobilier est toujours sinistré. En Asie, la situation économique du Japon reste incertaine après le séisme du 11 mars 2011. Le PIB a reculé de 0,9 % au premier trimestre. Les autorités japonaises ont mis en œuvre une politique macroéconomique accommodante et la Banque du Japon a encore assoupli sa politique monétaire. La Chine affiche au premier trimestre 2011 un rythme de croissance du PIB de 8,4 %, plus modéré qu'en 2010, sous l'effet du resserrement monétaire et du contexte international moins porteur.

La reprise s'est confirmée dans la zone euro au cours du premier trimestre, mais reste fragilisée par la crise de la dette souveraine. La croissance du PIB, à 0,8 %, a plus que doublé par rapport au trimestre précédent. La reprise reste contrastée d'un pays à l'autre. Les conditions économiques, satisfaisantes notamment en Allemagne et en France, se sont détériorées dans les pays périphériques, particulièrement en Espagne et en Italie. Le 11 mars, les dirigeants des pays de la zone euro ont décidé de renforcer le Fonds européen de stabilisation (FESF) -dont l'objectif est de venir en aide aux Etats de la zone euro confrontés à des difficultés économiques- à 440 milliards d'euros. D'autres mesures, dont les aspects techniques seront précisés ultérieurement, ont également été annoncées à cette date (principe d'un « Pacte pour l'euro », augmentation à 500 milliards d'euros du montant des prêts pouvant être accordés par le mécanisme européen de stabilité (MES), qui remplacera le FESF en 2013, allongement de la durée des prêts octroyés à la Grèce et réduction des taux d'intérêts y afférents). Le Portugal, le troisième pays à bénéficier d'un soutien financier après la Grèce et l'Irlande, s'est vu accorder en mai une nouvelle aide financière de 78 milliards d'euros.

L'envolée du cours des matières premières et des prix alimentaires s'est poursuivie, alimentée par les tensions dans les pays arabes, la reprise économique mondiale et un niveau élevé de la demande dans les pays émergents. Ainsi, le prix du baril de pétrole a atteint un nouveau record en avril 2011 dépassant la barre des 120 dollars, soit une hausse de 45 % par rapport à 2010. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise.

Dans ce contexte, qui ravive la hausse de l'inflation dans la zone euro (2,6 % en mars 2011, alors que l'objectif de la BCE est de « maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme »), la BCE a relevé de 25 points de base son principal taux directeur, qu'elle avait maintenu depuis deux ans à un niveau historiquement bas de 1 %, pour le porter à 1,25 %. Cette décision pourrait marquer le début d'un cycle de resserrement monétaire. La FED a laissé pour sa part son taux directeur inchangé, dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le contraste entre la Réserve fédérale, qui conserve une politique monétaire accommodante et plusieurs autres banques centrales, dont la BCE, qui ont commencé à relever leurs taux directeurs, a pesé sur le dollar au cours du premier trimestre. La parité EUR/USD est ainsi passée de 1,32 en décembre 2010 à 1,40 en moyenne en mars 2011.

Une économie calédonienne favorablement orientée mais qui présente quelques signes d'essoufflement.

L'économie calédonienne reste favorablement orientée sur le premier trimestre de l'année 2011 mais la croissance marque légèrement le pas, contrariée sans doute par le passage de la dépression tropicale de forte intensité Vania et par l'instabilité de la situation politique locale.

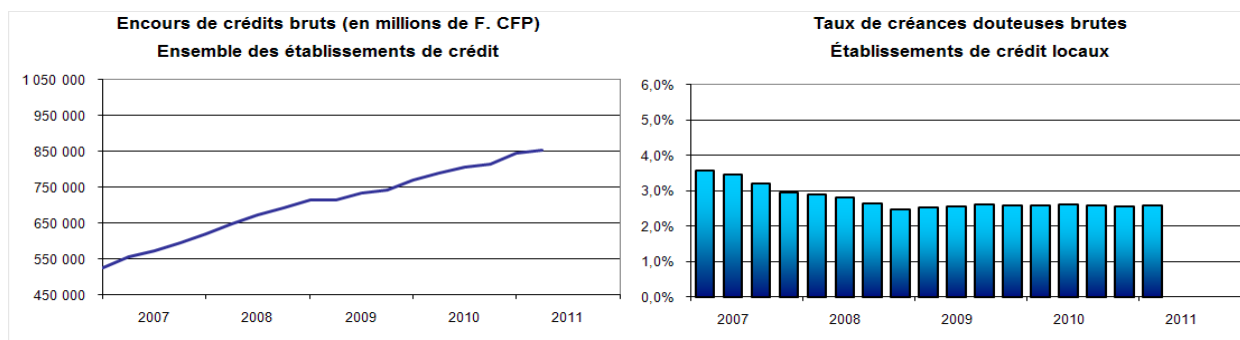
L'activité minière et métallurgique a ainsi été perturbée par la forte pluviométrie liée aux mauvaises conditions climatiques et présente, malgré l'appréciation du cours du nickel au cours du 1er trimestre, un recul de ses exportations de minerai et de métal (respectivement de 28 % et 13 % en valeur par rapport au trimestre précédent). De même, l'investissement des entreprises ressort en demi-teinte avec un repli de la plupart des indicateurs économiques sur le premier trimestre, alors que dans le même temps les indicateurs du climat des affaires et des prévisions d'investissement à un an continuent de se redresser. Parallèlement, la consommation, tout en restant à des niveaux élevés, commence également à montrer des signes d'essoufflement. L'évolution de ces deux moteurs traditionnels de la croissance sera donc à surveiller au cours des prochains mois. La capacité du secteur privé à prendre le relais se révélera, en effet, déterminante dans un contexte de contraintes budgétaires pour les finances publiques et d'achèvement des grands chantiers, auquel s'ajoute l'élément d'inquiétude que constitue le niveau d'inflation. Enfin, le marché de l'emploi et le secteur du tourisme ont, tous deux, continué de s'améliorer.

Une activité bancaire un peu moins soutenue sur le premier trimestre pour sa partie financement ...

L'activité de l'ensemble des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie ressort contrastée sur le premier trimestre 2011. La distribution de crédit marque légèrement le pas avec une hausse de son encours qui se limite à 1 % sur le trimestre sous revue. Dans le même temps, l'activité de collecte se révèle plus soutenue avec un encours en hausse de 2,4 %.

... mais qui reste dynamique sur douze mois...

Au final, les rythmes de croissance sur douze mois restent dynamiques. Le marché du crédit croît ainsi de 8 % à fin mars 2011, contre +10,5 % à la même date l'année dernière. De même, la collecte des dépôts enregistre une hausse 10 % après une progression de 14 % entre mars 2009 et mars 2010. En termes de risques, la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux se maintient avec un taux de créances douteuses brutes qui reste faible, à 2,6 %.



... avec des résultats nuancés selon les établissements de crédit.

Dans le détail, la situation du système bancaire doit cependant être nuancée selon les établissements de crédit.

L'encours des établissements situés hors zone d'émission ressort en hausse de 5,5 % entre mars 2010 et mars 2011 contre + 21,9 % sur les douze mois de la période précédente. L'activité des établissements situés hors zone d'émission a ainsi très sensiblement ralenti sur les douze derniers mois, marquée par un repli de la demande de financement des collectivités locales (-3,1 % sur la période) et une demande de financement des opérateurs sociaux mois soutenue (+17% après avoir presque doublé sur les douze mois précédents).

Parallèlement, malgré une faible progression de leur encours sur le premier trimestre de l'année (+0,5 %), les établissements de crédit locaux affichent une activité qui reste dynamique sur douze mois (+8,8 %). Cette évolution est notamment liée à l'accélération de la demande de crédits immobiliers des ménages (+10,6 % après +8,3 % à fin mars 2010).

Conjoncture financière et bancaire

Il faut également noter la baisse du volume d'activité des sociétés financières de la place, impactée par une demande de financement par crédit-bail toujours en recul (-4,1 % sur les douze derniers mois). Ce repli concerne principalement les ménages (-6,1 %), tandis que le marché des entreprises résiste mieux (-0,5 %).

Un investissement des entreprises moins dynamique et un financement des besoins d'exploitation en hausse.

La croissance de l'encours de crédit des entreprises marque le pas entre mars 2010 et mars 2011 mais demeure à un niveau soutenu (+5,4 % contre +11,4 % sur les douze mois précédents).

Dans le détail, les évolutions sont contrastées et pourraient traduire à la fois un comportement plus réservé des chefs d'entreprises en matière d'investissement et l'amorce de tensions de trésorerie pour certaines entreprises.

En effet, l'endettement des entreprises en matière d'investissement progresse peu sur les douze derniers mois (+0,6 % contre +8,6 % entre mars 2009 et mars 2010). A l'inverse, la demande de financement des besoins d'exploitation s'accroît fortement (+17,6 % fin mars 2011 après avoir reculé de 12,9 % sur la période des douze mois précédents). Ces évolutions s'accompagnent, en parallèle, d'une forte hausse des actifs des entreprises (+21,9 % en glissement annuel à fin mars 2011), notamment de leurs comptes à termes (+15 milliards de F CFP supplémentaires, soit +18,2 %).

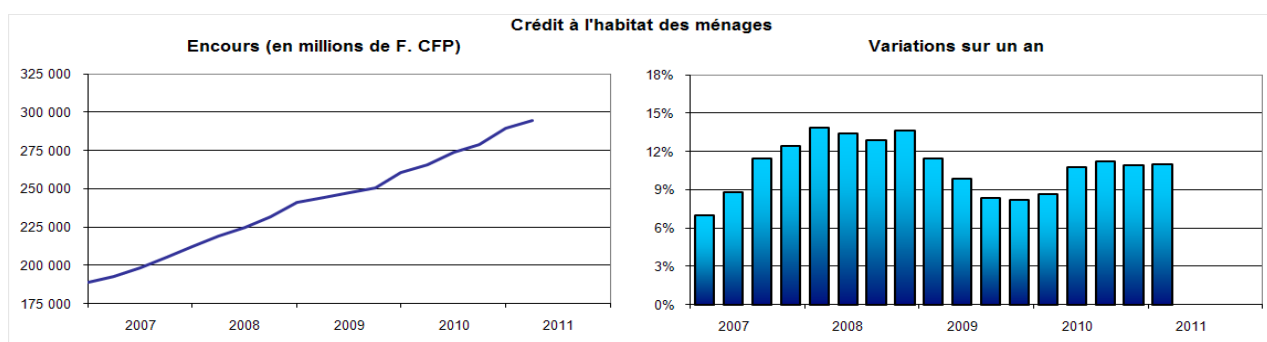
Au plan sectoriel, les services expliquent l'essentiel de la hausse de l'endettement des entreprises en glissement annuel. Ces derniers, qui représentent presque la moitié des engagements en faveur des professionnels, affichent en effet une hausse de leurs encours de 11,4 % entre mars 2010 et mars 2011. L'accroissement de la demande de financement du secteur repose pour une part importante sur les activités de services liées à l'immobilier ainsi que sur les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation. Les concours bancaires au secteur du BTP (14 % des engagements des professionnels) sont, pour leur part, stables sur la période sous revue. Enfin, l'endettement du secteur du commerce (13 % des engagements en faveur des professionnels) progresse de 7,7 %.

Les ménages continuent d'investir dans l'habitat ...

La demande de financement des ménages sur le premier trimestre de l'année ressort concentrée sur les crédits à l'habitat (+1,9 %) alors que les crédits à la consommation présentent un léger recul de leur encours (-1%).

Sur douze mois, le rythme de progression de l'endettement des ménages s'accélère (+10,5 % à fin mars 2011 après +7,7 % à fin mars 2010), reflet d'un investissement immobilier dynamique. L'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse en effet de 11 % entre mars 2010 et mars 2011 après une hausse de 8,7 % sur les douze mois précédents. Cette progression est le résultat d'une hausse de 13 % en volume des octrois de crédits à l'habitat. Cette situation s'est réalisée dans un contexte de baisse des taux des prêts immobiliers. L'enquête semestrielle sur le coût du crédit fait à ce titre ressortir un recul du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers de 0,4 point sur un an (4,6 % pour l'enquête de janvier et février 2011 contre 5 % lors de l'enquête de janvier et février 2010).

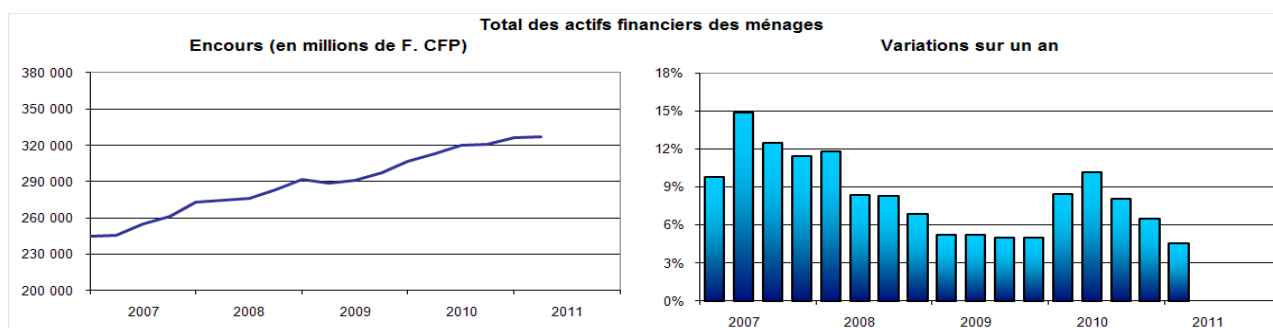
Parallèlement, la croissance des crédits à la consommation des ménages se révèle soutenue sur un an (+3,9 %), même si la demande en matière de crédit-bail demeure orientée à la baisse (-6,1 % entre mars 2010 et mars 2011).



... et présentent une légère amélioration de leur épargne.

Sur le premier trimestre de l'année, les actifs financiers des ménages ressortent stables (+0,3 %). Dans le détail, les ménages affichent un repli de leurs liquidités -dépôts à vue- (-2,3 %) alors que dans le même temps l'ensemble de leurs placements¹ progresse de 1,5 %. On observe notamment que le volume de leurs comptes sur livrets s'affiche en hausse 2,8 %, en liaison avec le relèvement du taux de rémunération de 1,75 % à 2% pour le Livret A au 1^{er} février 2011.

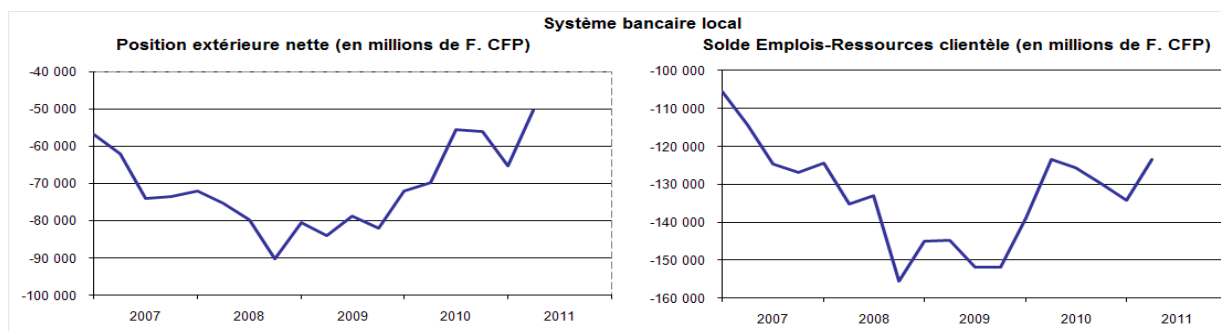
Sur douze mois, les actifs des ménages affichent une progression de 4,5 % de leurs actifs financiers. Le volume de leurs liquidités (dépôts à vue) augmente fortement (+16 %) alors qu'en parallèle, le volume de l'ensemble de leur placement (à court terme et à long terme) reste quasiment stable (+0,6 %) et concerne notamment les placements effectués sur des contrats d'assurance-vie (+14 %). Cette évolution est en phase avec le niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire qui rendent moins attractifs la rémunération des différentes catégories de placement à court terme, même s'il convient d'observer que les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme sont restées généralement plus favorables qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour « capter » de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière.



Forte progression de la masse monétaire et amélioration du solde emplois/ressources des établissements financiers locaux.

La croissance de M3 reste dynamique et atteint +11 % sur les douze derniers mois. Cette évolution est particulièrement sensible au niveau des dépôts à vue (+17,7 %) et des comptes à termes (+6,9 %) et concerne notamment les entreprises.

Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèles, a globalement profité de cet accroissement de liquidités. Ainsi, son activité de collecte ressortant plus dynamique que son activité de crédit (+11 % pour les dépôts collectés -hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission- contre +9 % pour les crédits), le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Le solde de cette dernière, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit de près de 30 % en douze mois, à -50 milliards de F CFP au 31 mars 2011 contre -70 milliards au 31 mars 2010.

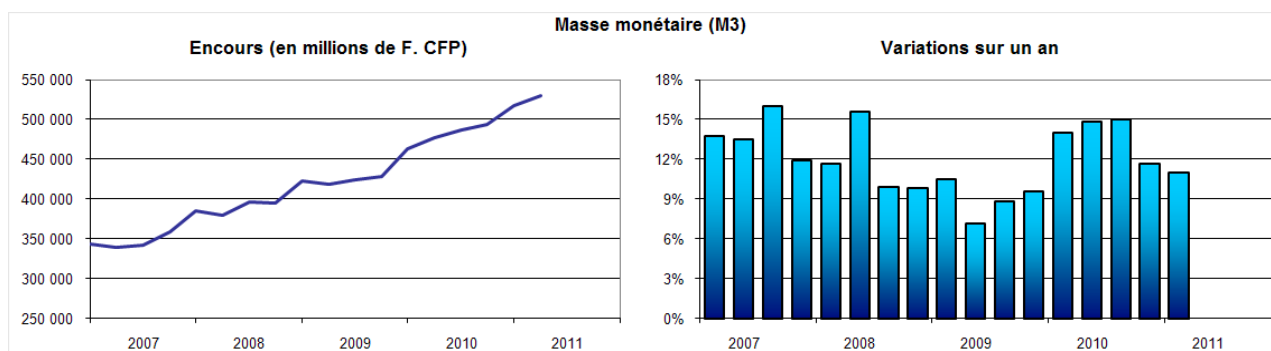


¹ L'ensemble des placements comprend les placements liquides ou à court terme (comptes sur livrets, comptes à terme...) et les placements à long terme (PEL, contrat d'assurance-vie...).

2. La masse monétaire et ses contreparties

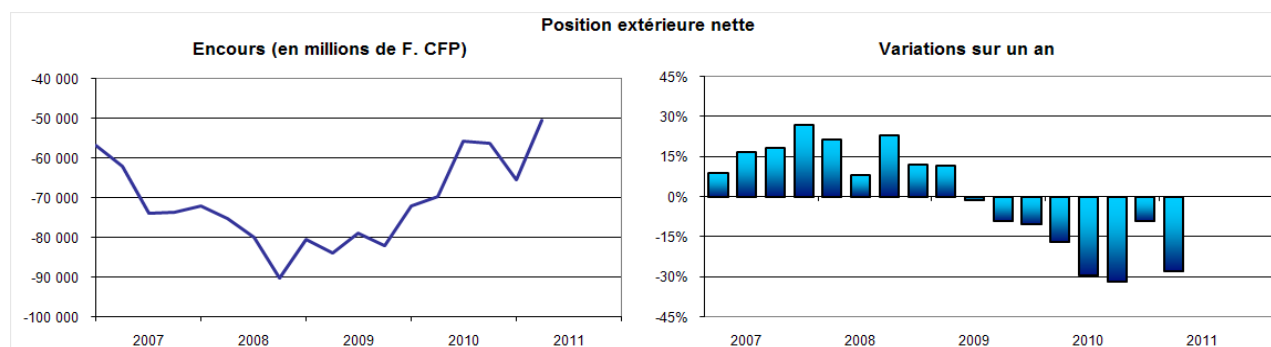
2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	11 000	11 527	11 973	12 187	13 024	13 269	13 562	14 666	13 733	-6,4%	5,4%
<i>Billets</i>	9 780	10 232	10 584	10 712	11 483	11 710	11 997	13 068	12 129	-7,2%	5,6%
<i>Pièces</i>	1 220	1 295	1 389	1 475	1 541	1 559	1 565	1 598	1 604	0,4%	4,1%
Dépôts à vue	138 826	157 317	168 962	174 494	202 357	208 639	218 389	245 223	238 141	-2,9%	17,7%
TOTAL M1	149 826	168 844	180 935	186 681	215 381	221 908	231 951	259 889	251 874	-3,1%	16,9%
M2-M1	64 323	65 932	70 241	81 916	91 254	91 495	90 542	93 205	95 360	2,3%	4,5%
Comptes sur livrets	63 531	65 116	69 508	81 228	90 553	90 813	89 864	92 529	94 677	2,3%	4,6%
Comptes épargne logement	792	816	733	688	701	682	678	676	673	-0,4%	-4,0%
TOTAL M2	214 149	234 776	251 176	268 597	306 635	313 403	322 493	353 094	347 224	-1,7%	13,2%
M3-M2	84 311	104 737	127 833	150 311	171 044	173 423	170 876	163 887	182 826	11,6%	6,9%
Dépôts à terme	83 509	103 978	127 196	149 791	170 875	173 264	170 717	163 732	182 678	11,6%	6,9%
Bons de caisse	802	759	637	520	169	159	159	155	148	-4,5%	-12,4%
Total M3	298 460	339 513	379 009	418 908	477 679	486 826	493 369	516 981	530 050	2,5%	11,0%
P1	5 932	5 820	5 003	4 216	4 135	4 132	4 022	4 004	4 019	0,4%	-2,8%
Plans d'épargne logement	5 896	5 780	4 953	4 158	4 079	4 056	3 952	3 935	3 951	0,4%	-3,1%
Autres compte d'épargne à régime spécial	36	40	50	58	56	76	70	69	68	-1,4%	21,4%
M3+P1	304 392	345 333	384 012	423 124	481 814	490 958	497 391	520 985	534 069	2,5%	10,8%



2.2 Les contreparties de la masse monétaire

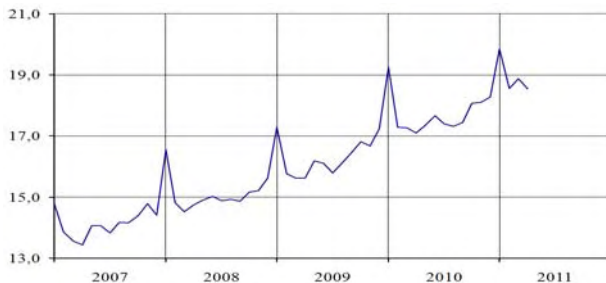
Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Avoirs hors zone d'émission	87 037	92 175	103 489	90 499	108 398	121 723	113 605	107 355	114 720	6,9%	5,8%
Institut d'émission	19 928	23 126	25 354	24 941	34 760	37 528	34 035	35 454	30 706	-13,4%	-11,7%
Etablissements de crédit	67 109	69 049	78 135	65 558	73 638	84 195	79 570	71 901	84 014	16,8%	14,1%
Créances du Trésor public	12 158	12 951	14 033	15 887	16 414	16 607	16 080	17 077	17 233	0,9%	5,0%
Concours sur ressources monétaires	199 265	234 387	261 487	312 522	352 867	348 496	363 684	392 549	398 097	1,4%	12,8%
Concours de caractère bancaire des EC locaux	386 798	432 018	488 991	534 817	570 199	581 133	591 482	616 831	620 199	0,5%	8,8%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	187 533	197 631	227 504	222 295	217 332	232 637	227 798	224 282	222 102	-1,0%	2,2%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	38 923	39 001	44 796	47 767	50 223	52 013	52 165	50 461	50 260	-0,4%	0,1%
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	9 940	10 077	10 046	9 715	10 614	10 592	10 609	10 826	11 001	1,6%	3,6%
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	124 042	131 011	153 290	149 473	143 353	139 770	135 658	137 210	134 303	-2,1%	-6,3%
<i>Epargne contractuelle</i>	5 932	5 820	5 003	4 215	4 135	4 132	4 021	4 004	4 019	0,4%	-2,8%
<i>Divers</i>	8 696	11 722	14 369	11 125	9 007	26 130	25 345	21 781	22 519	3,4%	150,0%
Total M3	298 460	339 513	379 009	418 908	477 679	486 826	493 369	516 981	530 050	2,5%	11,0%
Position extérieure nette	-56 933	-61 962	-75 155	-83 915	-69 715	-55 575	-56 088	-65 309	-50 289	-23,0%	-27,9%



2.3 La circulation fiduciaire

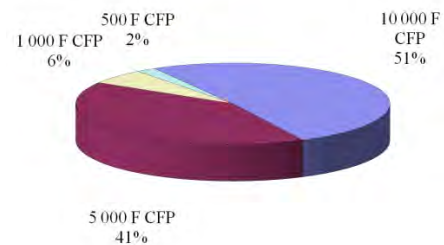
Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2011



Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an	
En nombre	3 433 122	3 639 149	3 790 167	3 894 172	4 088 037	4 117 007	4 305 485	4 725 277	4 333 965	-8,3%	6,0%	
10 000 F CFP	558 373	605 607	691 929	755 601	860 123	877 061	899 524	982 808	937 084	-4,7%	8,9%	
5 000 F CFP	1 099 062	1 195 147	1 286 730	1 331 717	1 419 079	1 444 614	1 512 474	1 667 236	1 535 229	-7,9%	8,2%	
1 000 F CFP	888 344	973 395	969 042	998 141	1 010 254	1 027 125	1 127 546	1 303 506	1 119 340	-14,1%	10,8%	
500 F CFP	887 343	865 000	842 466	808 713	798 581	768 207	765 941	771 727	742 312	-3,8%	-7,0%	
En millions de F CFP	12 411	13 438	14 743	15 617	17 106	17 405	18 068	19 854	18 537	-6,6%	8,4%	
10 000 F CFP	5 584	6 056	6 919	7 556	8 601	8 771	8 995	9 828	9 371	-4,7%	8,9%	
5 000 F CFP	5 495	5 976	6 434	6 659	7 095	7 223	7 562	8 336	7 676	-7,9%	8,2%	
1 000 F CFP	888	973	969	998	1 010	1 027	1 128	1 304	1 119	-14,1%	10,8%	
500 F CFP	444	433	421	404	399	384	383	386	371	-3,8%	-7,0%	

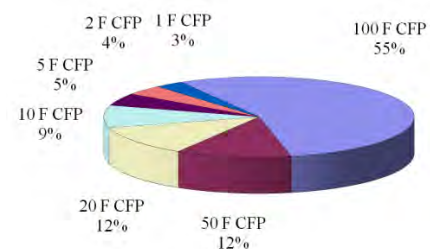
Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin mars 2011



Source : IEOM

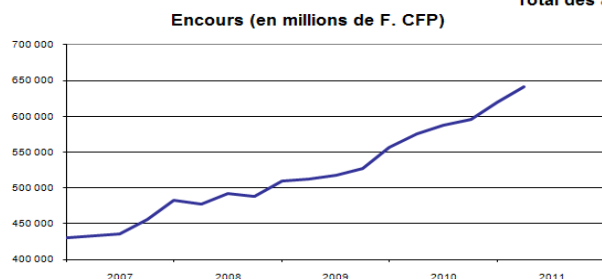
Emissions de pièces	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an	
En nombre	94 658 827	99 698 362	105 557 801	111 894 718	117 165 981	118 473 993	119 693 767	121 895 525	123 131 285	1,0%	5,1%	
100 F CFP	6 877 580	7 335 463	7 928 374	8 382 546	8 642 645	8 720 700	8 645 227	8 806 333	8 819 069	0,1%	2,0%	
50 F CFP	2 919 133	3 076 881	3 244 748	3 446 340	3 557 952	3 620 487	3 742 068	3 857 768	3 855 475	-0,1%	8,4%	
20 F CFP	7 189 057	7 577 475	8 053 308	8 688 603	9 112 907	9 273 558	9 411 756	9 674 113	9 708 496	0,4%	6,5%	
10 F CFP	10 320 507	10 871 893	11 660 379	12 498 923	13 229 810	13 432 857	13 612 250	13 925 134	14 087 280	1,2%	6,5%	
5 F CFP	11 929 950	12 837 548	13 739 936	14 773 505	15 843 650	16 049 283	16 309 179	16 650 982	16 935 199	1,7%	6,9%	
2 F CFP	23 710 059	24 853 956	26 213 888	27 749 558	28 967 588	29 253 644	29 542 995	29 983 196	30 311 729	1,1%	4,6%	
1 F CFP	31 712 541	33 145 146	34 717 168	36 355 243	37 811 429	38 123 464	38 430 292	38 997 999	39 414 037	1,1%	4,2%	
En millions de F CFP	1 220	1 295	1 389	1 475	1 532	1 550	1 555	1 589	1 595	0,4%	4,1%	
100 F CFP	688	734	793	838	864	872	865	881	882	0,1%	2,0%	
50 F CFP	146	154	162	172	178	181	187	193	193	-0,1%	8,4%	
20 F CFP	144	152	161	174	182	186	188	194	194	0,4%	6,5%	
10 F CFP	103	109	117	125	132	134	136	139	141	1,1%	6,5%	
5 F CFP	60	64	69	74	79	80	82	83	85	1,7%	6,9%	
2 F CFP	47	50	52	56	58	59	59	60	61	1,0%	4,7%	
1 F CFP	32	33	35	36	38	38	38	39	39	1,0%	4,2%	

3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

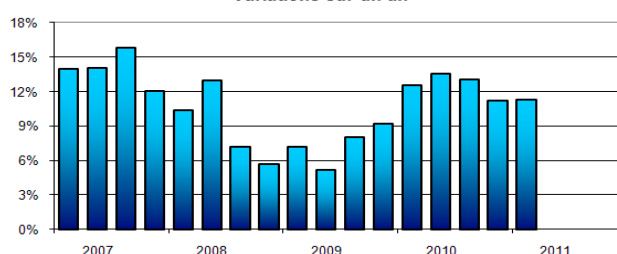
3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an	
Sociétés	110 300	134 576	148 131	152 878	182 303	191 810	195 258	213 520	222 196	4,1%	21,9%	
Dépôts à vue	61 123	76 041	83 170	84 879	93 756	99 607	103 739	122 825	117 255	-4,5%	25,1%	
Placements liquides ou à court terme	46 371	55 907	61 792	66 987	87 452	90 807	90 116	89 163	103 407	16,0%	18,2%	
Comptes d'épargne à régime spécial	1 688	298	225	465	601	460	470	558	581	4,1%	-3,3%	
Placements indexés sur les taux du marché	44 683	55 609	61 567	66 522	86 851	90 347	89 646	88 605	102 826	16,0%	18,4%	
<i>dont comptes à terme</i>	40 525	49 881	55 817	61 024	81 434	85 080	84 466	82 008	96 279	17,4%	18,2%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 158	5 727	5 751	5 499	5 417	5 267	5 180	6 597	6 547	-0,8%	20,9%	
Placements à long terme	2 806	2 628	3 169	1 012	1 095	1 396	1 403	1 532	1 534	0,1%	40,1%	
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2 788	2 625	3 166	1 010	1 081	1 340	1 348	1 492	1 505	0,9%	39,2%	
Ménages	223 739	245 676	274 708	288 975	313 349	320 112	321 006	326 170	327 007	0,3%	4,4%	
Dépôts à vue	56 934	61 739	67 718	70 252	78 684	86 744	88 053	93 438	91 286	-2,3%	16,0%	
Placements liquides ou à court terme	94 110	102 722	123 646	135 591	136 549	132 063	129 513	124 287	126 417	1,7%	-7,4%	
Comptes d'épargne à régime spécial	59 950	62 495	66 894	77 709	85 827	86 121	85 360	87 730	90 144	2,8%	5,0%	
<i>Livrets ordinaires</i>	47 278	49 003	52 571	61 651	69 513	69 783	69 156	71 278	73 500	3,1%	5,7%	
<i>Livrets A et bleus</i>	11 687	12 422	13 318	15 072	15 067	15 330	15 207	15 431	15 618	1,2%	3,7%	
<i>Livrets jeunes</i>	201	256	275	302	546	327	319	345	354	2,6%	-35,2%	
<i>Comptes d'épargne logement</i>	784	814	730	685	701	682	678	676	673	-0,4%	-4,0%	
Placements indexés sur les taux du marché	34 160	40 227	56 752	57 882	50 722	45 942	44 153	36 557	36 273	-0,8%	-28,5%	
<i>dont comptes à terme</i>	21 829	25 339	38 231	42 775	37 917	34 244	32 587	30 134	29 775	-1,2%	-21,5%	
<i>dont bons de caisse</i>	802	759	637	520	169	159	159	155	148	-4,5%	-12,4%	
<i>dont OPCVM monétaires</i>	11 529	14 129	17 884	14 587	12 636	11 539	11 407	6 268	6 350	1,3%	-49,7%	
Placements à long terme	72 695	81 215	83 344	83 132	98 116	101 305	103 440	108 445	109 304	0,8%	11,4%	
<i>Plans d'épargne logement</i>	5 878	5 747	4 917	4 150	4 076	4 053	3 949	3 932	3 948	0,4%	-3,1%	
<i>Autres comptes d'épargne</i>	35	40	50	58	56	76	70	69	68	-1,4%	21,4%	
<i>Portefeuille-titres</i>	3 888	4 996	3 902	2 820	4 639	4 219	4 451	4 537	4 235	-6,7%	-8,7%	
<i>OPCVM non monétaires</i>	7 247	5 818	4 968	2 280	2 863	2 723	2 933	2 936	2 980	1,5%	4,1%	
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	55 647	64 614	69 507	73 824	86 482	90 234	92 037	96 971	98 073	1,1%	13,4%	
Autres agents	45 460	52 378	54 531	69 906	87 090	81 992	85 829	86 329	91 709	6,2%	5,3%	
Dépôts à vue	20 769	19 538	18 074	19 362	29 917	22 289	26 597	28 961	29 600	2,2%	-1,1%	
Placements liquides ou à court terme	23 903	31 920	36 270	49 780	56 396	58 901	58 422	56 553	61 294	8,4%	8,7%	
Comptes d'épargne à régime spécial	2 685	3 139	3 122	3 741	4 826	4 915	4 711	4 916	4 624	-5,9%	-4,2%	
Placements indexés sur les taux du marché	21 218	28 781	33 148	46 039	51 570	53 986	53 711	51 637	56 670	9,7%	9,9%	
<i>dont comptes à terme</i>	21 156	28 758	33 148	45 993	51 524	53 940	53 664	51 590	56 624	9,8%	9,9%	
Placements à long terme	788	920	187	764	777	802	810	815	815	0,0%	4,9%	
TOTAL	379 499	432 630	477 370	511 759	582 742	593 914	602 093	626 019	640 912	2,4%	10,0%	
Dépôts à vue	138 826	157 318	168 962	174 493	202 357	208 640	218 389	245 224	238 141	-2,9%	17,7%	
Placements liquides ou à court terme	164 384	190 549	221 708	252 358	280 397	281 771	278 051	270 003	291 118	7,8%	3,8%	
Comptes d'épargne à régime spécial	64 323	65 932	70 241	81 915	91 254	91 496	90 541	93 204	95 349	2,3%	4,5%	
Placements indexés sur les taux du marché	100 061	124 617	151 467	170 443	189 143	190 275	187 510	176 799	195 769	10,7%	3,5%	
Placements à long terme	76 289	84 763	86 700	84 908	99 988	103 503	105 653	110 792	111 653	0,8%	11,7%	

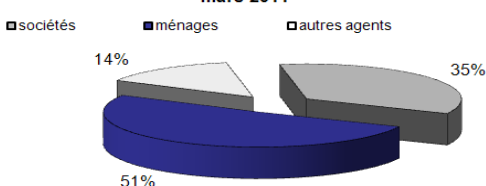
Total des actifs financiers



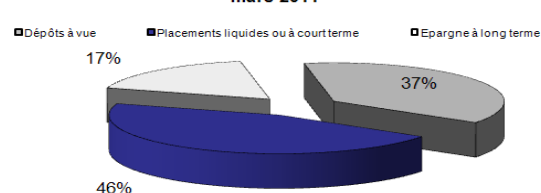
Variations sur un an



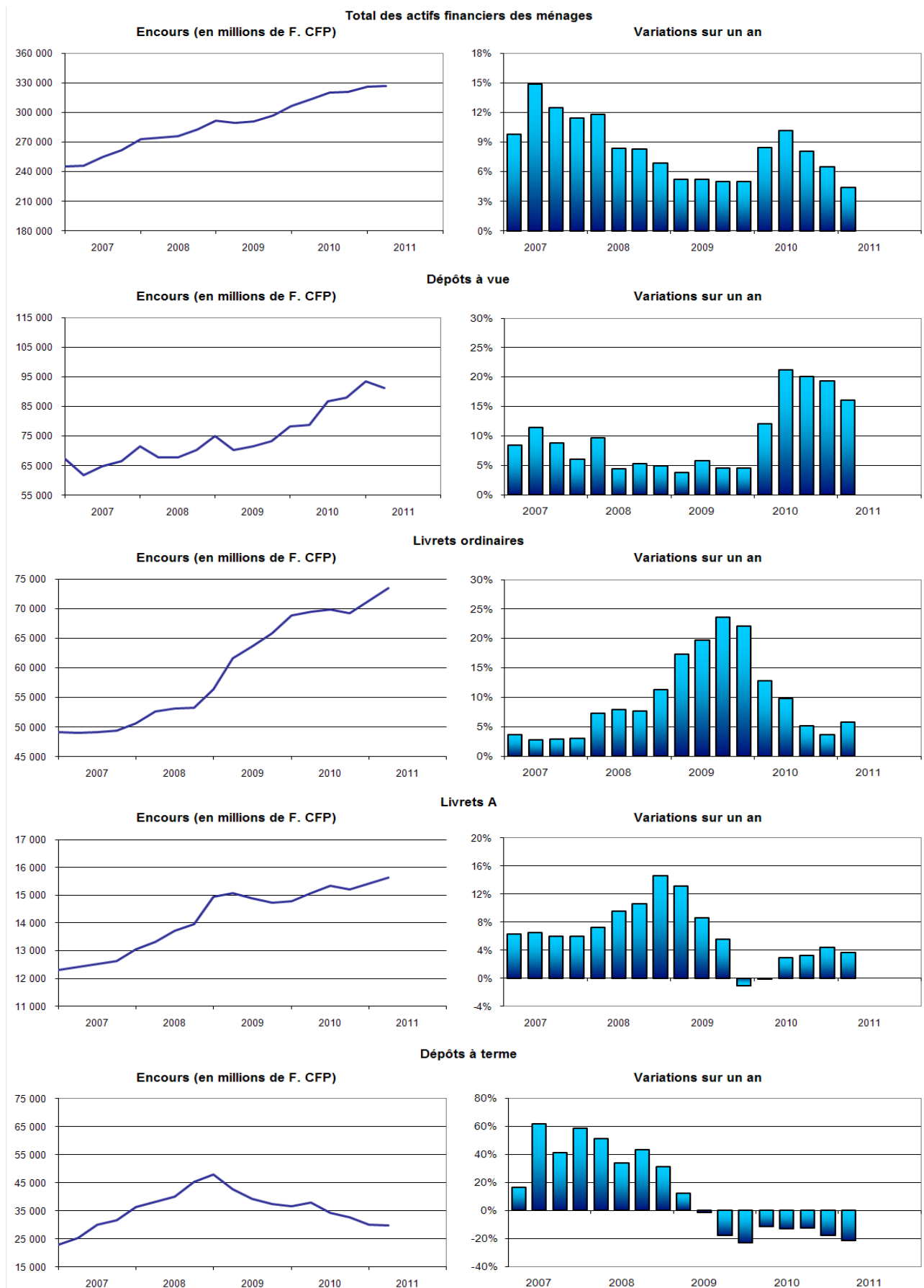
Répartition des actifs financiers par agent économique mars 2011



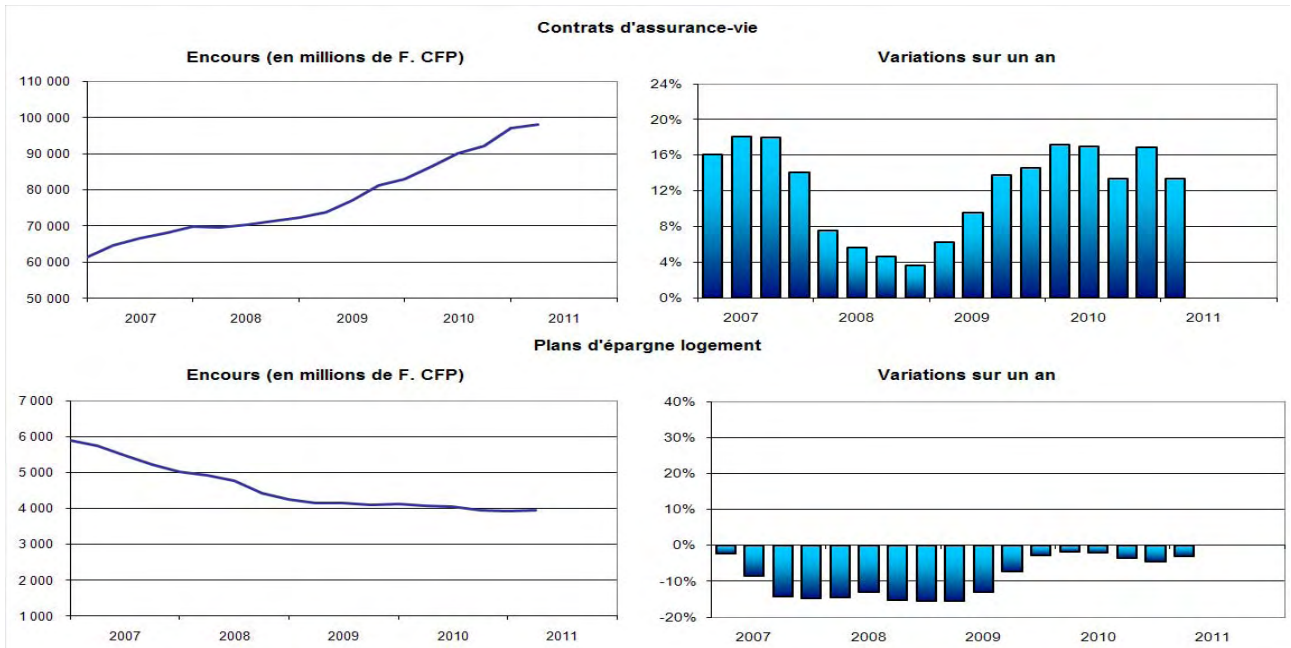
Répartition des actifs financiers par nature mars 2011



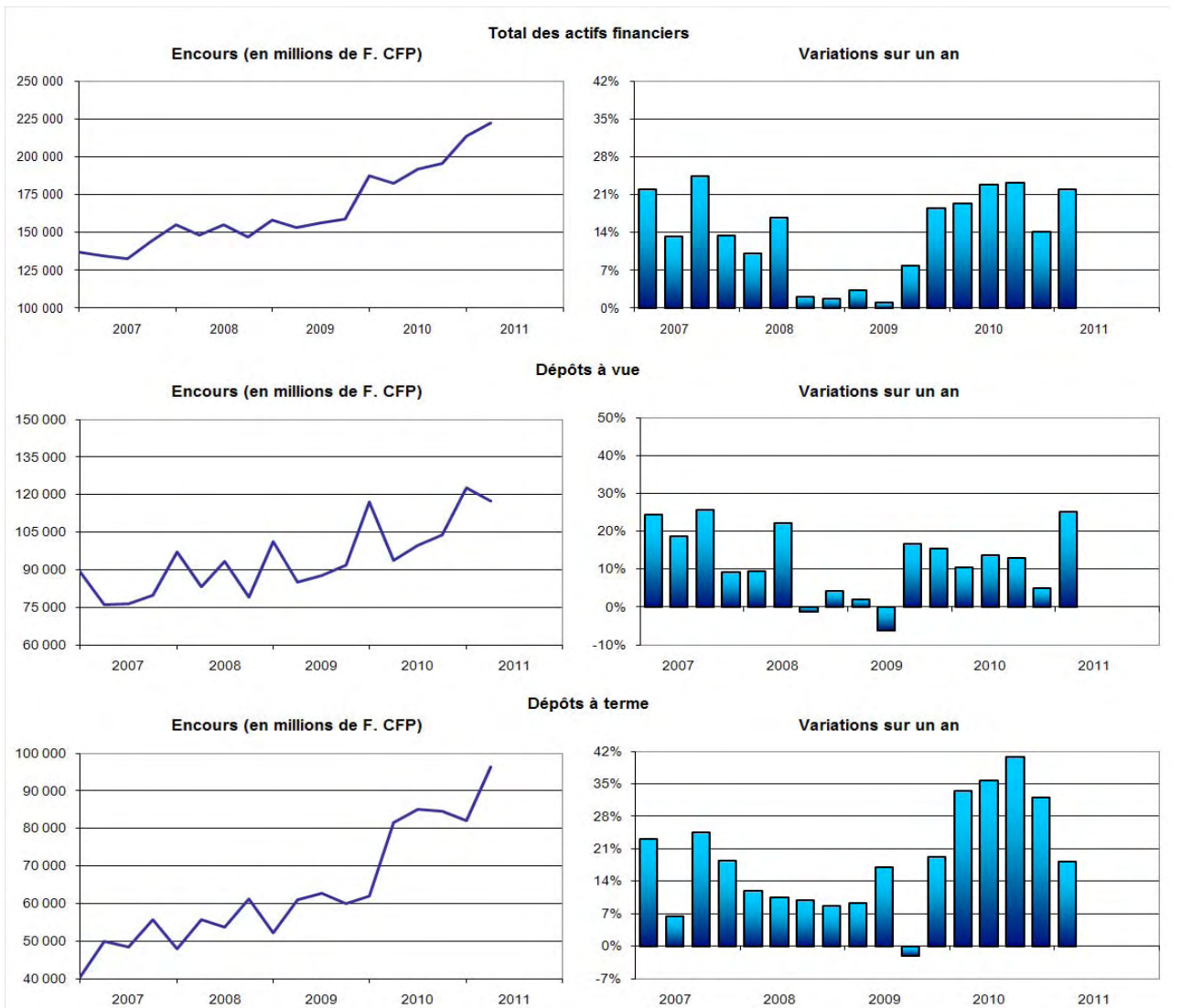
Les avoirs des ménages



Conjoncture financière et bancaire

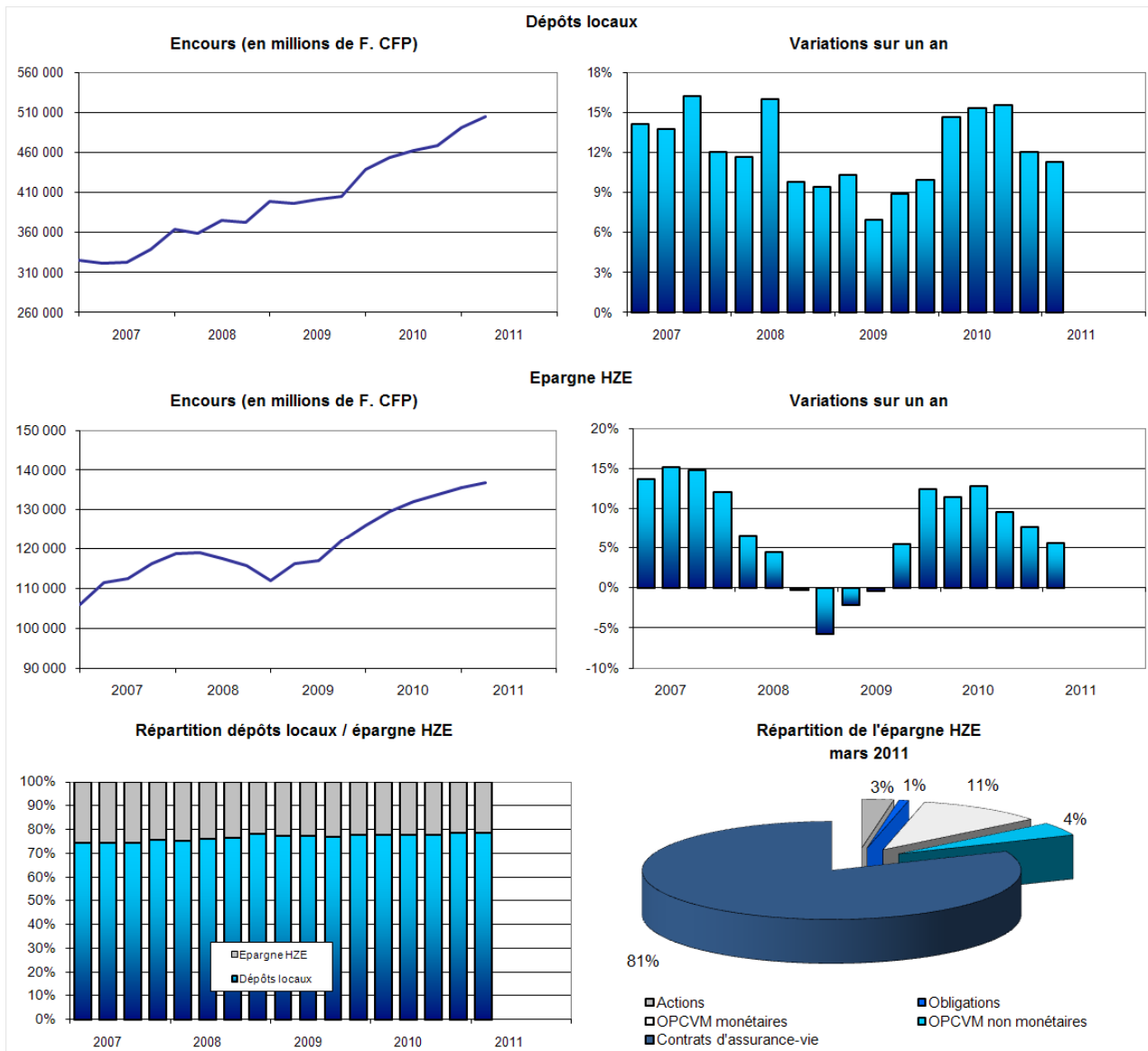


Les avoirs des sociétés



3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Dépôts locaux	281 328	321 036	358 451	395 464	453 202	461 942	468 188	490 383	504 163	2,8%	11,2%
Dépôts à vue	138 826	157 317	168 962	174 494	202 357	208 639	218 389	245 223	238 141	-2,9%	17,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	58 191	58 982	61 656	70 659	79 801	79 880	78 923	81 273	83 196	2,4%	4,3%
Livrets ordinaires	51 267	52 090	55 645	65 452	74 418	74 739	73 904	76 247	78 150	2,5%	5,0%
Livrets jeunes	201	256	275	303	547	327	319	346	354	2,3%	-35,3%
Comptes d'épargne logement	792	816	733	688	701	682	678	676	673	-0,4%	-4,0%
Plans d'épargne logement	5 896	5 780	4 953	4 158	4 079	4 056	3 952	3 935	3 951	0,4%	-3,1%
Autres comptes d'épargne	35	40	50	58	56	76	70	69	68	-1,4%	21,4%
Dépôts à terme	83 509	103 978	127 196	149 791	170 875	173 264	170 717	163 732	182 678	11,6%	6,9%
Bons de caisse	802	759	637	520	169	159	159	155	148	-4,5%	-12,4%
Epargne HZE	98 169	111 593	118 921	116 298	129 542	131 971	133 907	135 634	136 749	0,8%	5,6%
Livrets A et livrets ordinaires	12 062	12 769	13 589	15 474	15 589	15 748	15 641	15 935	16 712	1,5%	3,7%
Actions	3 191	4 912	3 821	2 612	3 727	3 360	3 512	3 551	3 268	-8,0%	-12,3%
Obligations	714	88	84	209	925	915	995	1 027	997	-2,9%	7,8%
OPCVM monétaires	15 750	19 879	23 634	20 132	18 100	16 852	16 633	12 910	12 943	0,3%	-28,5%
OPCVM non monétaires	10 805	9 331	8 286	4 047	4 719	4 862	5 089	5 240	5 296	1,1%	12,2%
Contrats d'assurance-vie	55 647	64 614	69 507	73 824	86 482	90 234	92 037	96 971	98 073	1,1%	13,4%
TOTAL	379 497	432 629	477 372	511 762	582 744	593 913	602 095	626 017	640 912	2,4%	10,0%



4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

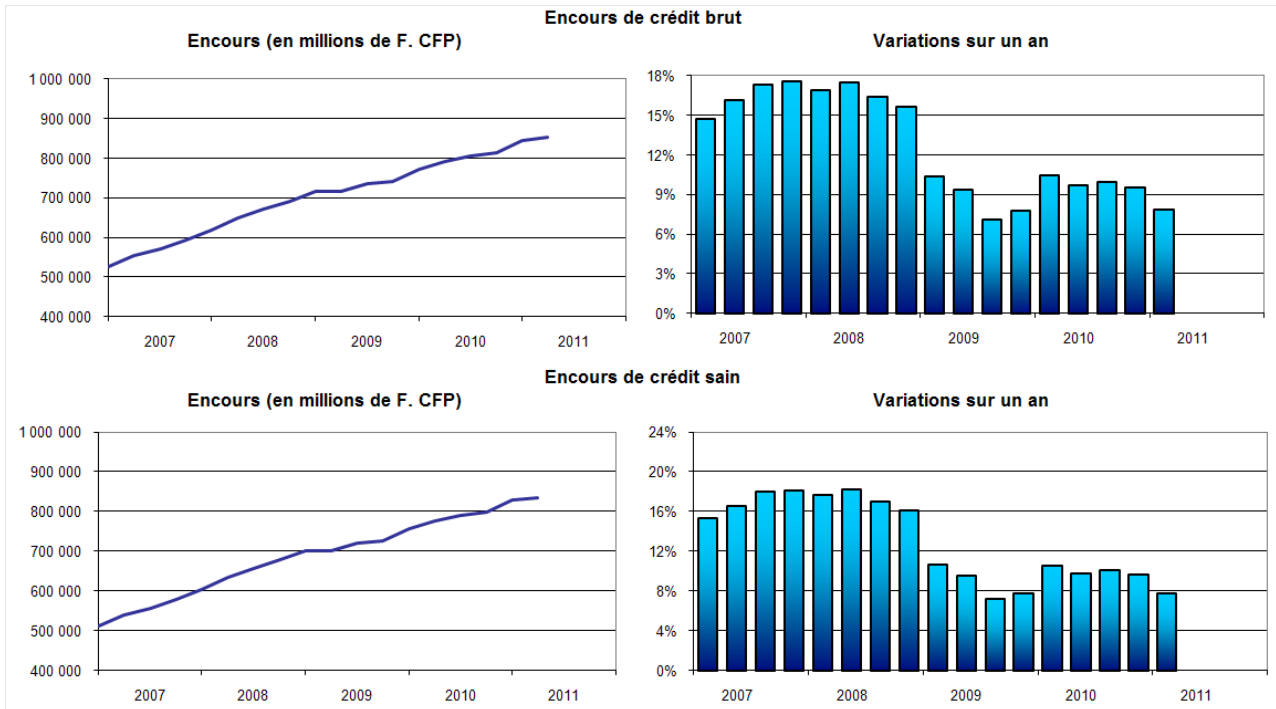
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

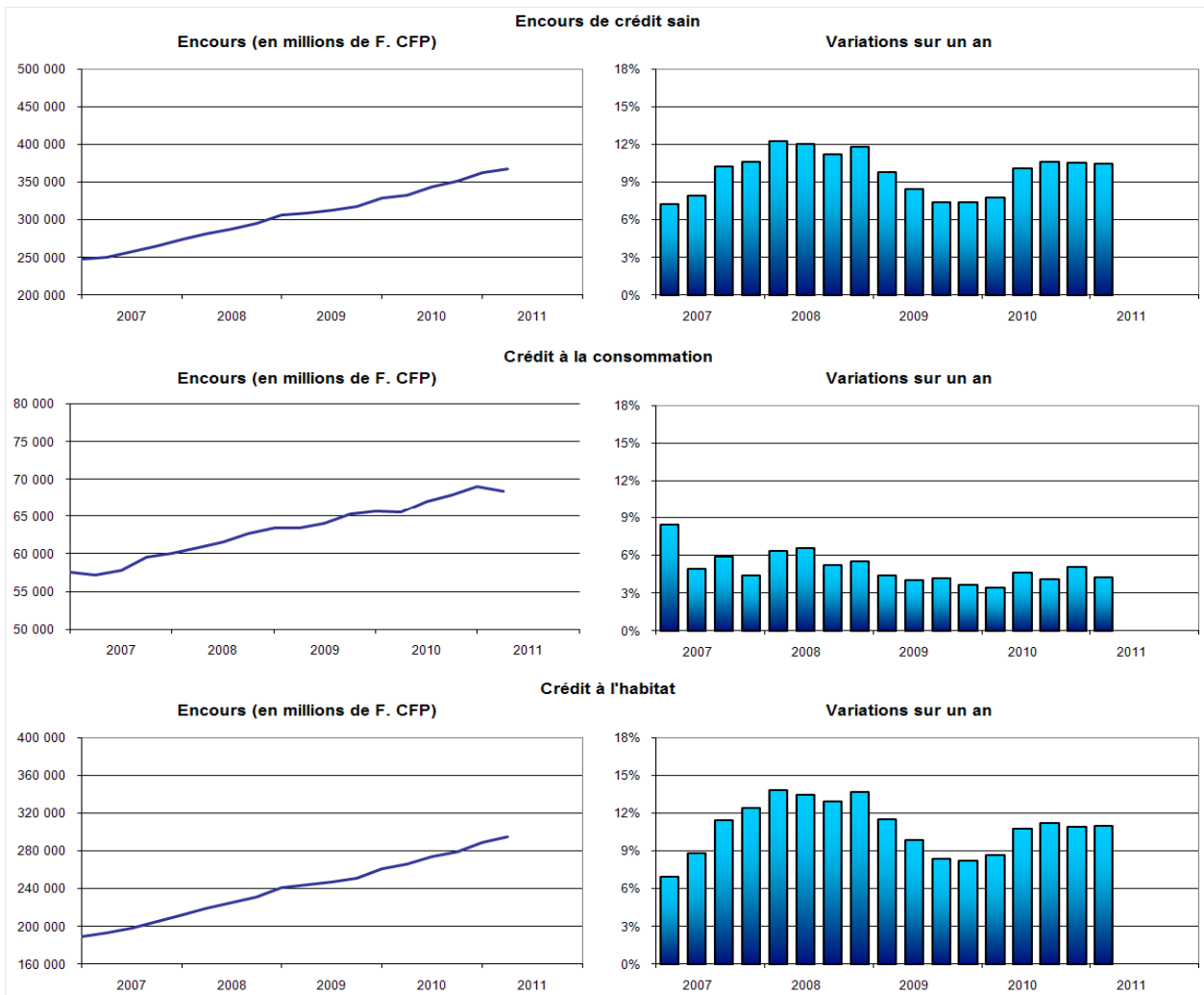
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	191 543	243 293	302 025	346 160	385 561	388 970	392 660	403 490	406 378	0,7%	5,4%
Crédits d'exploitation	60 935	69 132	69 761	74 704	65 046	70 924	71 207	76 605	76 351	-0,3%	17,4%
Créances commerciales	2 962	3 257	3 030	3 614	3 669	4 045	4 457	4 201	3 949	-6,0%	7,6%
Crédits de trésorerie	30 951	37 763	40 003	42 048	36 452	39 540	39 976	43 442	42 777	-1,5%	17,4%
dont entrepreneurs individuels	1 628	1 606	1 417	1 393	1 439	1 509	1 502	1 427	1 315	-7,8%	-8,6%
Comptes ordinaires débiteurs	27 022	28 112	26 729	29 042	24 925	27 339	26 775	28 961	29 623	2,3%	18,8%
Crédits d'investissement	89 115	122 087	166 240	197 939	214 958	212 095	213 053	213 900	216 205	1,1%	0,6%
Crédits à l'équipement	79 040	111 935	155 859	187 968	206 232	203 015	204 029	204 756	207 521	1,4%	0,6%
dont entrepreneurs individuels	6 115	6 748	7 762	8 362	8 873	8 904	9 150	9 256	9 235	-0,2%	4,1%
Crédit-bail	10 075	10 152	10 381	9 972	8 727	9 079	9 024	9 144	8 683	-5,0%	-0,5%
Crédits à la construction	39 766	46 959	59 626	66 702	97 574	96 750	99 472	101 159	101 472	0,3%	4,0%
Autres crédits	1 727	5 115	6 398	6 815	7 983	9 201	8 928	11 826	12 350	4,4%	54,7%
Ménages	233 783	250 653	281 422	308 913	332 826	343 804	350 664	362 733	367 616	1,3%	10,5%
Crédits à la consommation	52 692	57 149	60 761	63 417	65 597	67 030	67 879	69 049	68 376	-1,0%	4,2%
Crédits de trésorerie	38 475	41 817	44 374	47 539	50 581	51 361	52 701	53 837	53 255	-1,1%	5,3%
Comptes ordinaires débiteurs	3 361	3 137	3 284	3 193	3 285	3 889	3 440	3 793	4 103	8,2%	24,9%
Crédit-bail	10 856	12 195	13 103	12 683	11 730	11 780	11 738	11 419	11 019	-3,5%	-6,1%
Crédits à l'habitat	180 046	192 589	219 235	244 360	265 571	273 646	278 744	289 190	294 655	1,9%	11,0%
Autres crédits	1 045	915	1 426	1 136	1 658	3 128	4 041	4 494	4 585	2,0%	176,5%
Collectivités locales	34 552	35 575	42 769	36 743	45 986	46 590	44 358	48 228	46 886	-2,8%	2,0%
Crédits d'exploitation	1 730	2 262	8 345	3 532	4 245	4 170	3 220	5 511	4 318	-21,6%	1,7%
Crédits de trésorerie	1 582	2 195	8 268	3 397	3 316	3 181	2 287	4 150	2 835	-31,7%	-14,5%
Comptes ordinaires débiteurs	148	67	77	135	929	989	933	1 361	1 483	9,0%	59,6%
Crédits d'investissement	31 470	31 591	33 385	32 325	41 010	41 701	40 430	42 022	41 881	-0,3%	2,1%
Crédits à l'équipement	31 459	31 572	33 330	32 258	40 856	41 665	40 249	41 840	41 703	-0,3%	2,1%
Crédit-bail	12	18	56	67	154	36	181	182	177	-2,7%	14,9%
Crédits à l'habitat	732	1 164	548	466	386	377	367	358	350	-2,2%	-9,3%
Autres crédits	620	558	491	420	345	342	341	337	337	-	-2,3%
Autres agents de CCB non ventilés	7 611	9 526	8 019	9 850	11 068	11 228	11 727	14 112	14 807	4,9%	33,8%
Total encours sain	467 489	539 047	634 235	701 666	775 441	790 592	799 409	828 563	835 687	0,9%	7,8%
Créances douteuses brutes	16 340	15 956	14 751	14 370	15 602	15 898	15 978	16 545	17 467	5,6%	12,0%
Créances douteuses nettes	6 400	5 879	4 705	4 655	4 988	5 306	5 369	5 719	6 466	13,1%	29,6%
dont entreprises	3 780	3 887	2 815	2 642	2 738	2 907	3 180	3 158	3 065	-2,9%	11,9%
dont ménages	1 791	1 854	1 836	1 942	2 213	2 399	2 188	2 558	2 517	-1,6%	13,7%
Provisions	9 940	10 077	10 046	9 715	10 614	10 592	10 609	10 826	11 001	1,6%	3,6%
Total encours brut	483 829	555 003	648 986	716 036	791 043	806 490	815 387	845 108	853 154	1,0%	7,9%
Taux de créances douteuses	3,4%	2,9%	2,3%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	0,1 pt	0 pt
Taux de provisionnement	60,8%	63,2%	68,1%	67,6%	68,0%	66,6%	66,4%	65,4%	63,0%	-2,5 pt	-5 pt

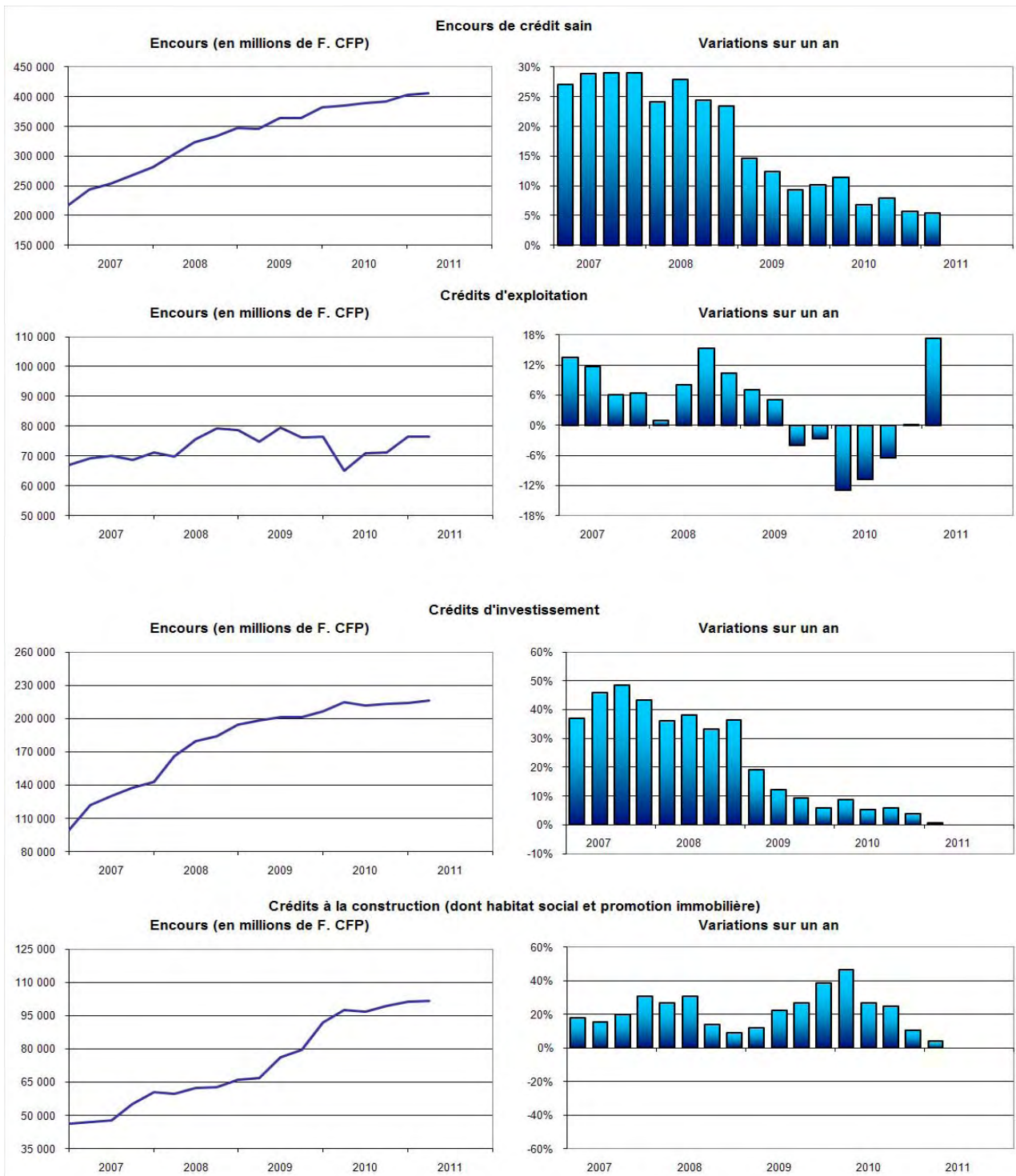
Conjoncture financière et bancaire



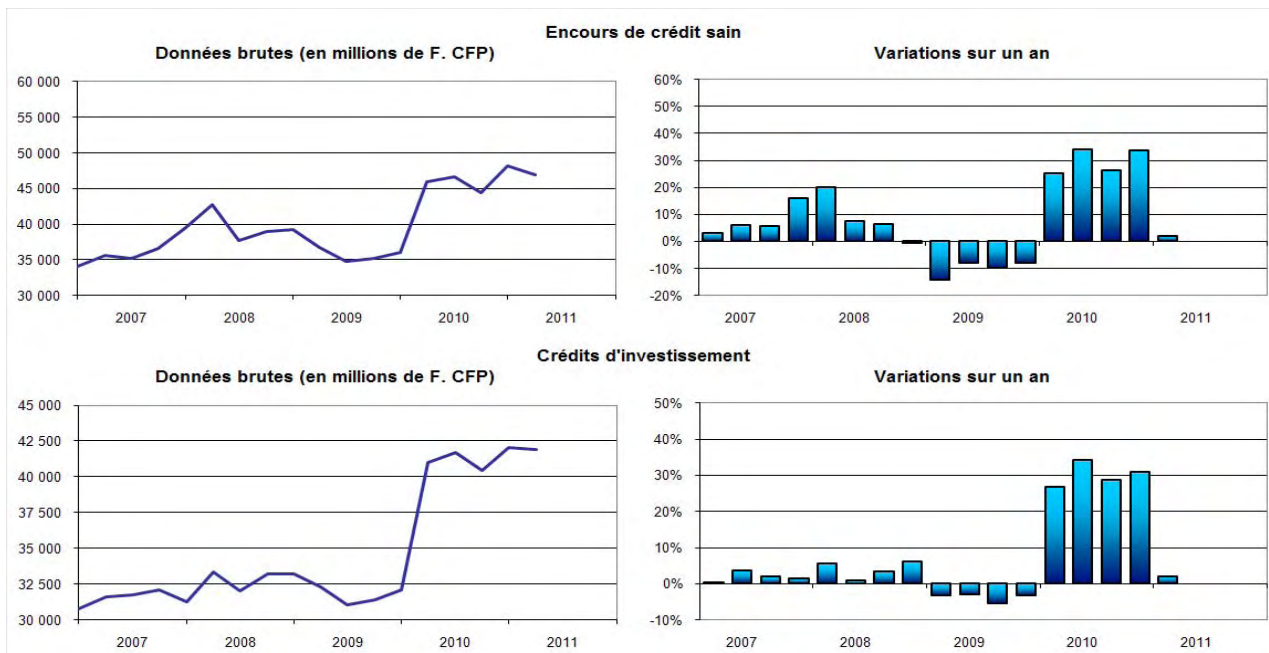
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises

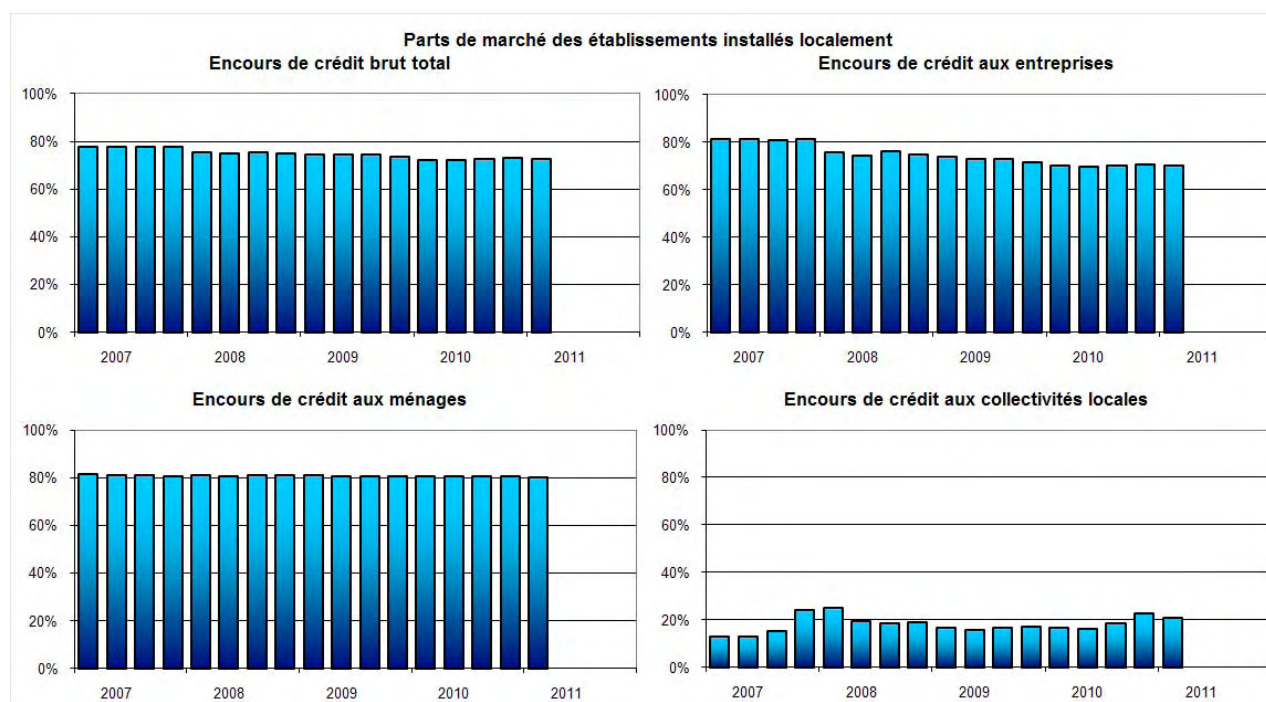


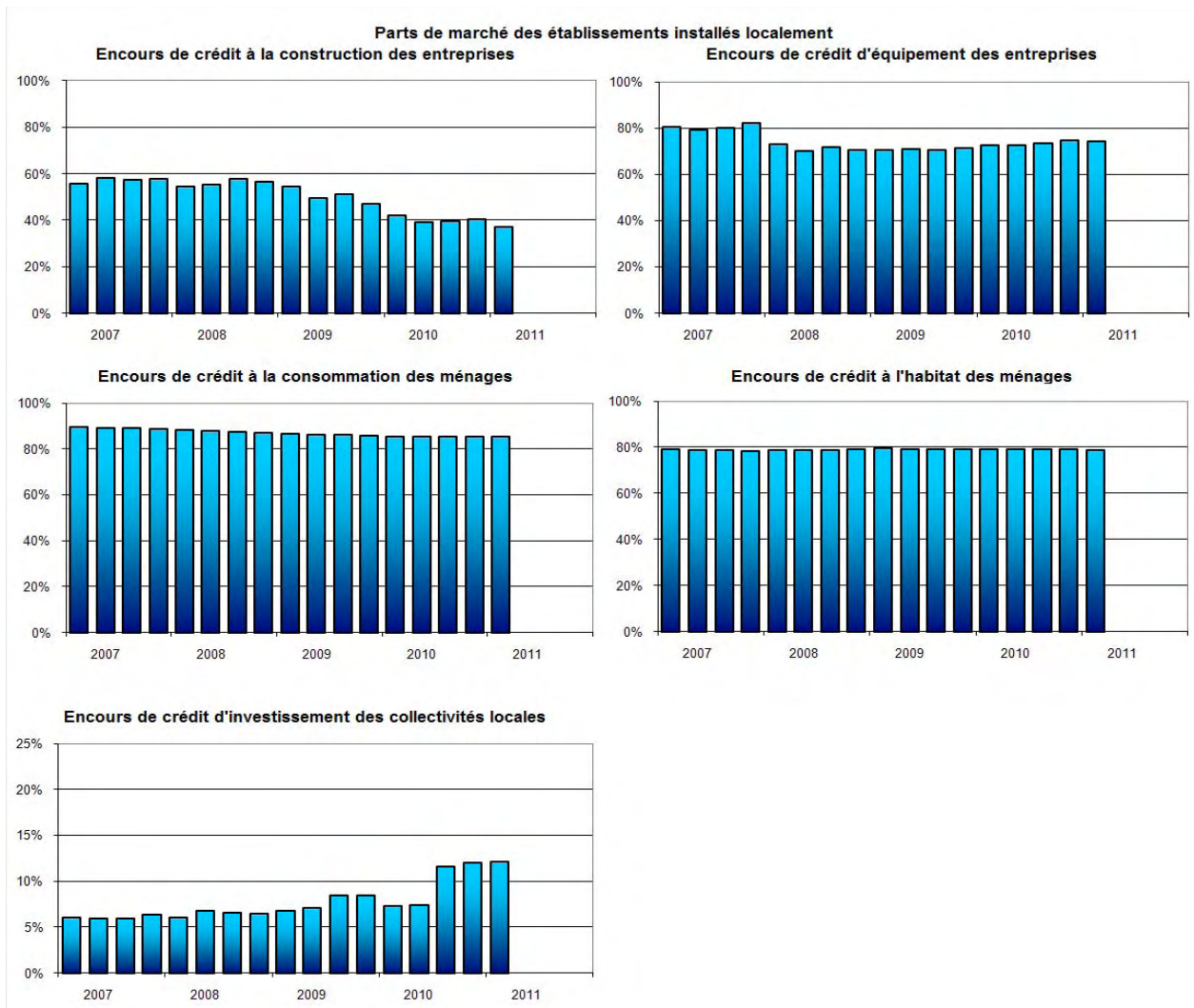
L'endettement des collectivités locales



4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an
Entreprises	166 316	198 183	229 085	255 769	270 027	271 082	274 997	285 484	285 577	0,0%	5,8%
Crédits d'exploitation	60 935	69 001	69 471	73 959	65 036	70 923	71 207	73 912	75 157	1,7%	15,6%
<i>Créances commerciales</i>	2 962	3 257	3 030	3 614	3 669	4 045	4 457	4 201	3 949	-6,0%	7,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	30 951	37 763	39 748	42 048	36 452	39 540	39 976	42 249	41 584	-1,6%	14,1%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 628	1 606	1 417	1 393	1 439	1 509	1 502	1 427	1 315	-7,8%	-8,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 022	27 981	26 694	28 297	24 915	27 338	26 775	27 461	29 623	7,9%	18,9%
Crédits d'investissement	82 712	98 201	121 502	139 221	156 396	153 521	156 099	159 510	160 803	0,8%	2,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	72 637	88 168	111 194	129 312	147 763	144 537	147 173	150 476	152 211	1,2%	3,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 115	6 744	7 762	8 250	8 790	8 822	9 069	9 180	9 160	-0,2%	4,2%
<i>Crédit-bail</i>	10 075	10 033	10 308	9 909	8 634	8 983	8 926	9 034	8 591	-4,9%	-0,5%
Crédits à la construction	21 163	26 126	32 464	36 406	41 122	37 947	39 273	40 746	37 777	-7,3%	-8,1%
Autres crédits	1 506	4 855	5 648	6 183	7 473	8 691	8 418	11 316	11 840	4,6%	58,4%
Ménages	193 752	204 296	227 569	250 195	267 867	277 208	282 369	291 721	295 230	1,2%	10,2%
Crédits à la consommation	47 721	51 183	53 616	55 025	56 044	57 176	58 052	58 941	58 206	-1,2%	3,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	33 504	35 851	37 229	39 148	41 029	41 507	42 874	43 729	43 085	-1,5%	5,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3 361	3 137	3 284	3 193	3 285	3 889	3 440	3 793	4 103	8,2%	24,9%
<i>Crédit-bail</i>	10 856	12 195	13 103	12 683	11 730	11 780	11 738	11 419	11 019	-3,5%	-6,1%
Crédits à l'habitat	144 988	152 198	172 527	194 034	210 165	216 904	220 276	228 286	232 439	1,8%	10,6%
Autres crédits	1 043	915	1 426	1 136	1 658	3 128	4 041	4 494	4 585	2,0%	176,5%
Collectivités locales	3 776	4 610	10 778	6 094	7 571	7 596	8 218	10 879	9 667	-11,1%	27,7%
Crédits d'exploitation	1 730	2 262	8 345	3 529	4 245	4 170	3 220	5 511	4 318	-21,6%	1,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 582	2 195	8 268	3 397	3 316	3 181	2 287	4 150	2 835	-31,7%	-14,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	148	67	77	132	929	989	933	1 361	1 483	9,0%	59,6%
Crédits d'investissement	1 558	1 903	2 028	2 200	2 998	3 107	4 689	5 068	5 057	-0,2%	68,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 547	1 884	1 973	2 133	2 844	3 071	4 508	4 886	4 879	-0,1%	71,6%
<i>Crédit-bail</i>	12	18	56	67	154	36	181	182	177	-2,7%	14,9%
Crédits à l'habitat	488	445	405	365	328	319	309	300	292	-2,7%	-11,0%
Autres agents de CCB non ventilés	7 611	9 522	7 377	9 233	9 964	10 120	10 620	13 006	13 702	5,4%	37,5%
Total encours sain	371 455	416 611	474 809	521 291	555 429	566 006	576 204	601 090	604 176	0,5%	8,8%
Créances douteuses brutes	15 343	15 407	14 182	13 526	14 770	15 127	15 278	15 741	16 023	1,8%	8,5%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 403	5 330	4 136	3 811	4 156	4 535	4 669	4 915	5 022	2,2%	20,8%
<i>dont entreprises</i>	3 780	3 611	2 572	2 183	2 442	2 652	2 926	2 893	2 797	-3,3%	14,5%
<i>dont ménages</i>	1 547	1 580	1 509	1 557	1 677	1 882	1 742	2 019	1 997	-1,1%	19,1%
<i>Provisions</i>	9 940	10 077	10 046	9 715	10 614	10 592	10 609	10 826	11 001	1,6%	3,6%
Total encours brut	386 798	432 018	488 991	534 817	570 199	581 133	591 482	616 831	620 199	0,5%	8,8%
Taux de créances douteuses	4,0%	3,6%	2,9%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	0 pt	0 pt
Taux de provisionnement	64,8%	65,4%	70,8%	71,8%	71,9%	70,0%	69,4%	68,8%	68,7%	-0,1 pt	-3,2 pt





5. Les engagements bancaires

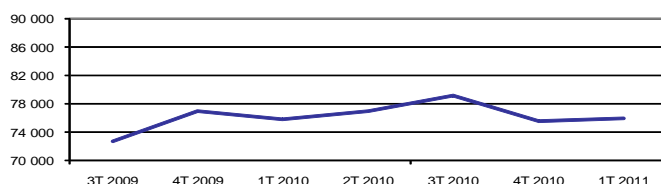
Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux sept derniers trimestres disponibles.

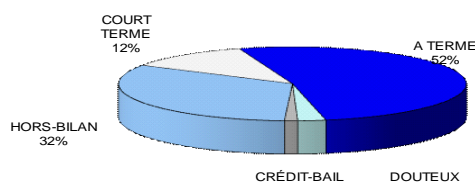
5.1 Les risques sectoriels

BTP

Encours en millions de F CFP

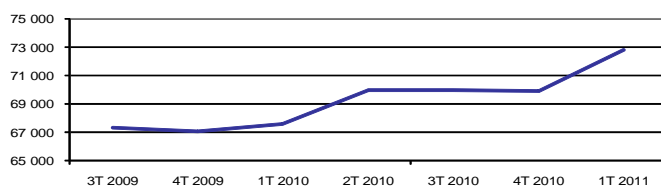


Structure en %

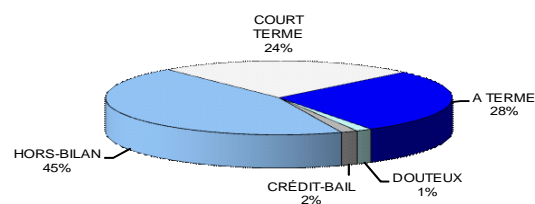


COMMERCE

Encours en millions de F CFP

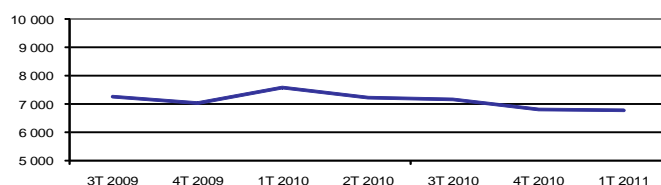


Structure en %

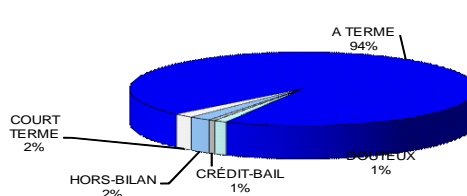


HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

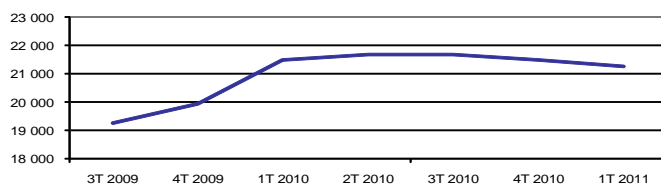


Structure en %

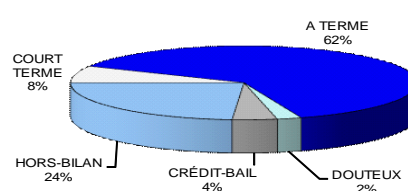


TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

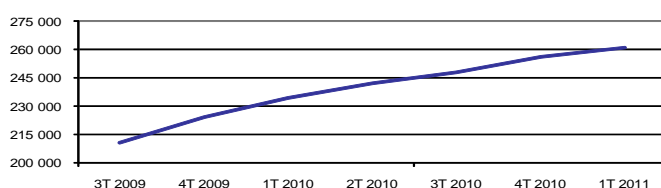


Structure en %

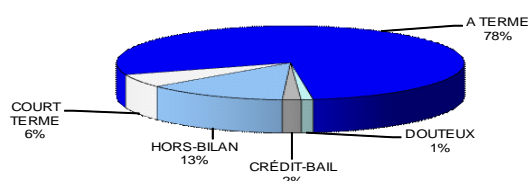


SERVICES

Encours en millions de F CFP



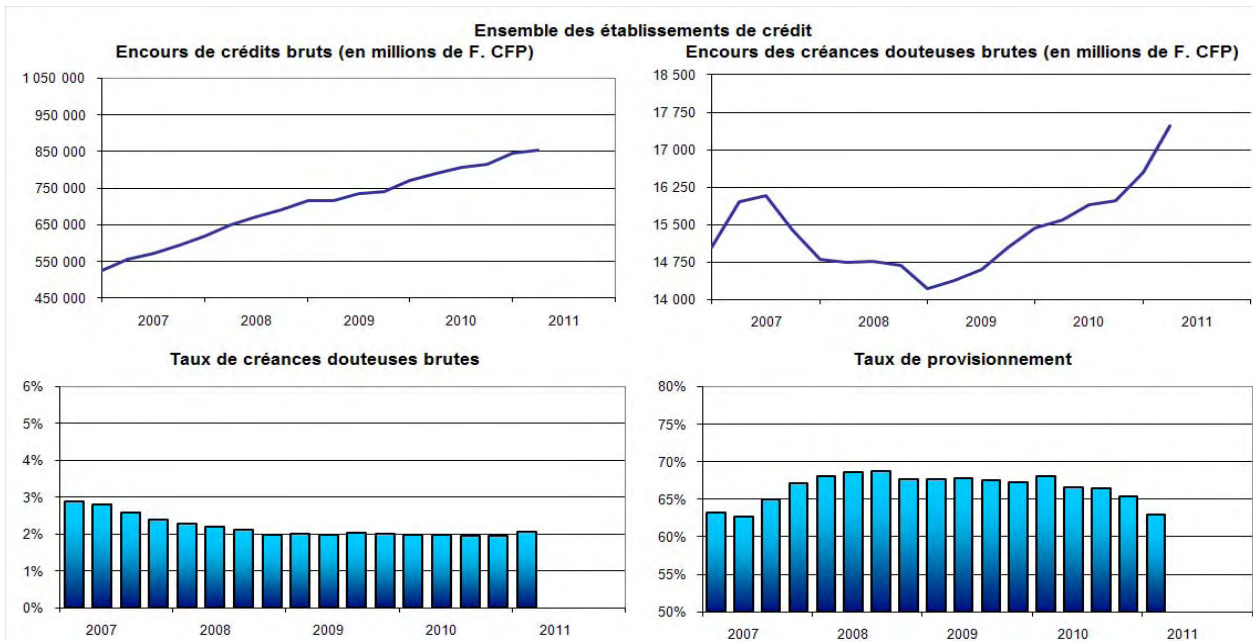
Structure en %



Conjoncture financière et bancaire

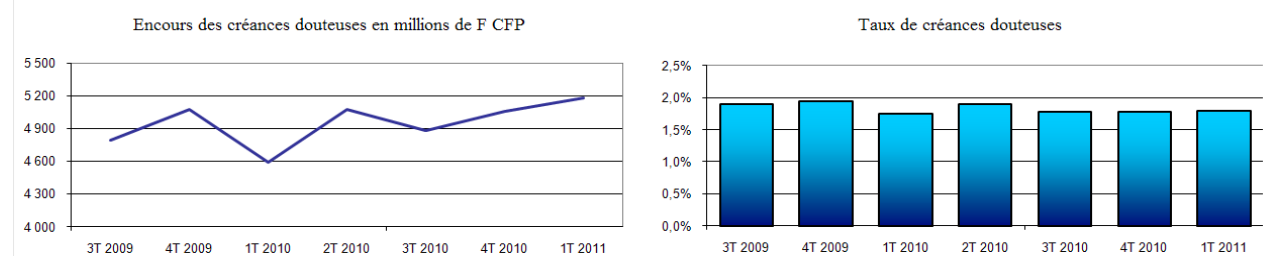
5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

Les indicateurs globaux (source : SURFI)

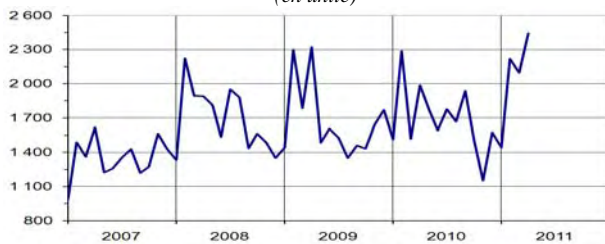


Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

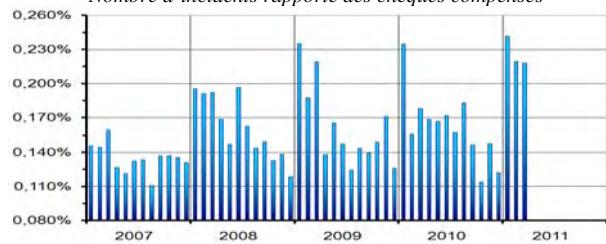
TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR



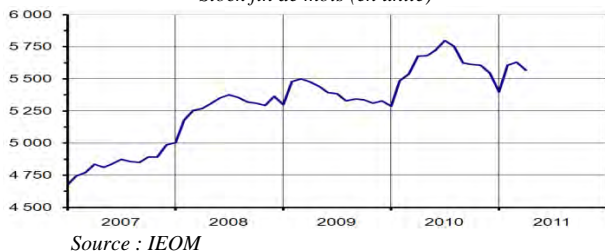
Incidents de paiement sur chèques (en unité)



Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés

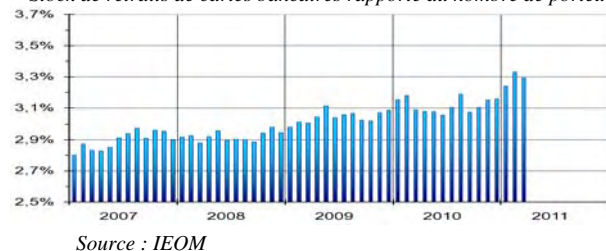


Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



Taux de retraits sur cartes bancaires

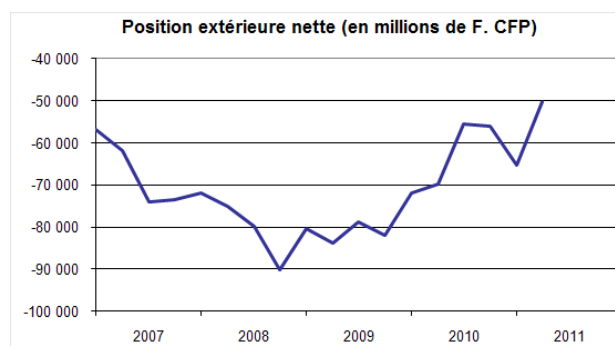
Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



6. Le financement des concours bancaires

6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an	
Emplois	399 422	446 328	505 022	553 845	610 890	604 249	613 925	642 304	640 478	-0,3%	4,8%	
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits bruts	386 798	432 018	488 991	534 817	570 199	581 133	591 482	616 831	620 199	0,5%	8,8%	
Réserves obligatoires et libres	12 624	14 310	16 031	19 028	40 691	23 116	22 443	25 473	20 279	-20,4%	-50,2%	
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ressources	399 422	446 328	505 022	553 845	610 890	604 249	613 925	642 304	640 478	-0,3%	4,8%	
Dépôts collectés (- encaisses)	278 627	317 684	353 881	390 178	446 798	455 434	461 723	482 504	496 740	3,0%	11,2%	
Ressources propres - Valeurs immobilisées	48 863	49 078	54 842	57 481	60 838	62 604	62 774	61 287	61 261	0,0%	0,7%	
Excédent des opérations diverses des EC	4 959	7 986	9 164	4 286	14 865	11 195	15 650	16 953	14 628	-13,7%	-1,6%	
Réescampte	10 040	9 618	11 981	17 985	18 674	19 441	17 689	16 251	17 559	8,0%	-6,0%	
Position extérieure nette des EC (si négative)	56 933	61 962	75 154	83 915	69 715	55 575	56 089	65 309	50 290	-23,0%	-27,9%	

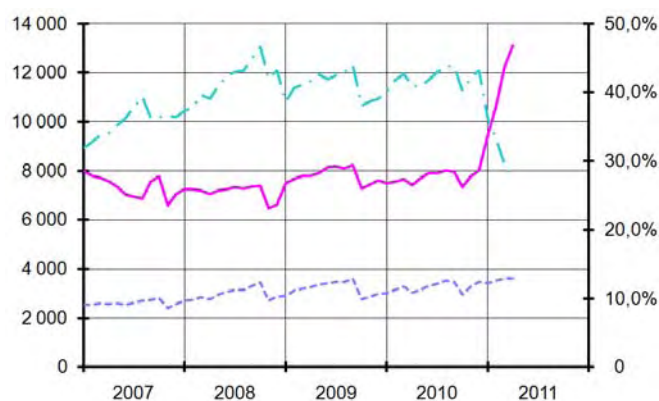


6.2 Le réescampte

Cotation et réescampte	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	1 trim	1 an	
Cotation (nombre)												
Cotes valides	9 179	7 569	7 068	7 808	7 416	7 906	7 343	9 473	13 113	38,4%	76,8%	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 709	2 580	2 757	3 247	3 037	3 387	2 952	3 423	3 606	5,3%	18,7%	
Taux	30%	34%	39%	42%	41%	43%	40%	36%	27%	-9 pt	-14 pt	
Refinancement (montants en millions de XPF)	10 040	9 618	11 980	18 727	18 674	19 301	17 690	18 035	18 554	2,9%	-0,6%	
Entreprises	9 584	9 381	11 881	18 697	18 668	19 297	17 686	18 031	18 551	2,9%	-0,6%	
Particuliers	456	237	99	30	6	4	4	4	3	-25,0%	ns	

Cotation des entreprises

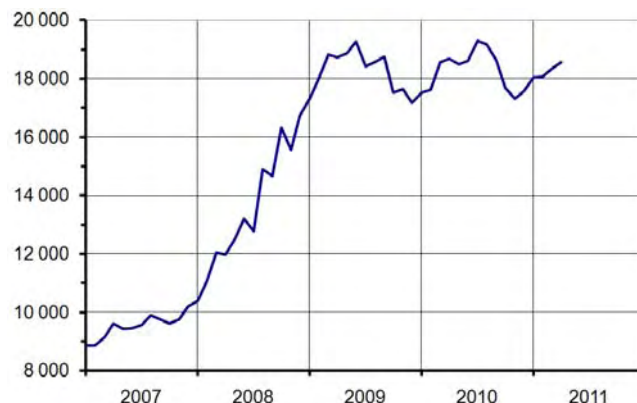
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité - - -



Source : IEOM

Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F. CFP)



Source : IEOM

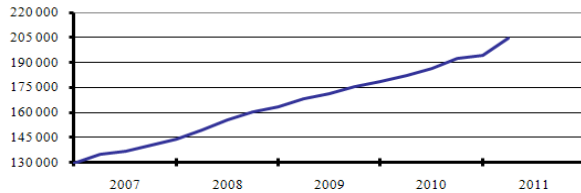
Conjoncture financière et bancaire

7. La monétique et les échanges de valeur

7.1 La monétique

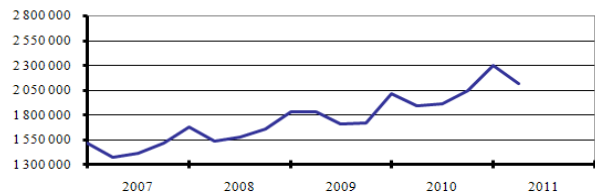
Monétique	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	Variations	
										1 trim	1 an
Cartes bancaires											
Nombre de cartes	119 175	129 611	143 834	163 219	182 353	186 647	192 207	194 268	204 543	5,3%	12,2%
Carte Bleue	72 394	76 853	82 881	89 189	98 168	100 510	104 293	105 332	106 879	1,5%	8,9%
Carte Jade	24 025	26 208	29 474	32 788	35 044	35 376	35 735	36 020	37 271	3,5%	6,4%
Cartes privées	22 756	26 550	31 479	41 242	49 141	50 761	52 179	52 916	60 393	14,1%	22,9%
Terminal de paiement électronique											
Nombre de TPE	2 364	2 420	2 669	2 850	3 071	3 037	3 209	3 247	3 247	0,0%	5,7%
Nombre de transactions	1 383 459	1 508 231	1 679 890	1 822 567	1 889 009	1 904 670	2 043 314	2 294 999	2 106 168	-8,2%	11,5%
Montant (milliers de XPF)	12 598 988	13 874 648	15 202 364	16 669 111	16 132 909	16 183 131	17 281 602	20 142 879	18 092 915	-10,2%	12,1%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	-2,3%	1,2%
Machines de traitement mécanique											
Nombre de MTM*	241	221	215	44	40	47	44	44	43	-2,3%	7,5%
Nombre de transactions	5 128	4 526	4 279	4 315	6 166	5 837	6 324	6 063	6 301	3,9%	2,2%
Montant (milliers de XPF)	134 727	140 098	132 400	123 767	179 263	182 702	194 452	189 452	190 808	0,7%	6,4%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	26	31	31	29	29	31	31	31	30	-2,9%	4,1%
Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)											
Nombre d'automates	109	137	148	164	193	194	197	202	208	3,0%	7,8%
Nombre de retraits	953 158	1 193 762	1 394 810	1 601 145	1 666 503	1 712 686	1 833 575	1 911 099	1 796 742	-6,0%	7,8%
Montant (milliers de XPF)	8 861 176	11 482 042	14 318 680	17 829 433	17 625 307	17 758 060	19 295 108	21 063 058	19 397 945	-7,9%	10,1%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	10	11	11	10	11	11	11	-1,8%	1,9%

Nombre de porteurs



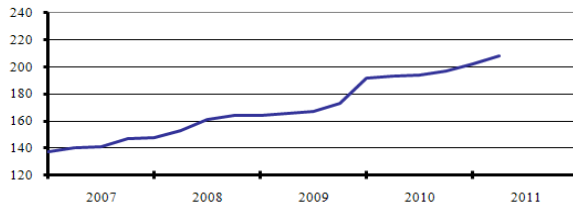
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de transactions sur terminaux de paiement



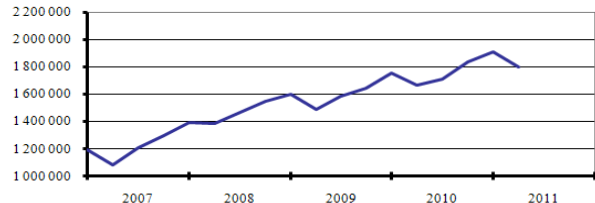
Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre d'automates bancaires (DAB, GAB, DIB...)



Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

Nombre de retraits sur automates bancaires

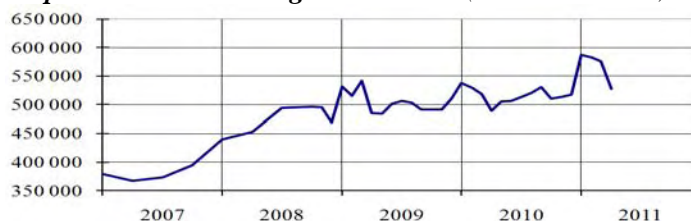


Source : Etablissements de crédit Nombre : en unité

7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs	mars-06	mars-07	mars-08	mars-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	mars-11	Variations	
										1 trim	1 an
En nombre											
Chèques	2 949 006	2 973 639	3 108 062	2 984 124	3 057 949	3 036 182	3 145 758	3 257 324	2 989 070	-8,2%	-2,3%
Virements	782 736	835 445	900 125	934 546	984 640	1 006 909	1 025 008	1 034 221	956 742	-7,5%	-2,8%
Effets	5 036	3 790	3 358	3 112	2 909	2 841	2 947	2 991	2 891	-3,3%	-0,6%
Autres	674 948	720 807	801 083	855 575	938 074	887 082	896 927	886 925	967 605	9,1%	3,1%
En millions de F CFP											
Chèques	161 933	184 359	224 933	242 121	225 536	245 037	234 728	268 285	239 234	-10,8%	6,1%
Virements	146 000	158 824	201 513	214 196	234 883	241 207	247 561	290 615	258 792	-11,0%	10,2%
Effets	9 532	7 693	7 488	7 814	7 000	6 388	6 984	6 804	6 634	-2,5%	-5,2%
Autres	15 234	16 583	19 235	20 802	21 854	21 403	21 634	21 500	23 331	8,5%	6,8%

Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



Source : IEOM

8. Rappel des taux

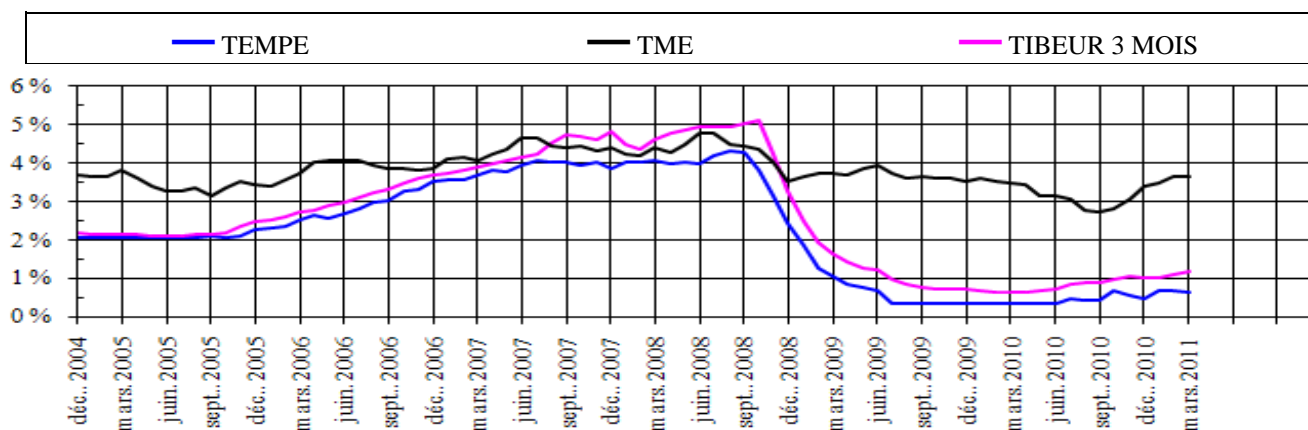
8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	0,38 %

8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

Conjoncture financière et bancaire

8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2010	3 ^{ème} Trim. 2010	4 ^{ème} Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^{ème} Trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,29 %	6,09 %	5,60 %	5,51 %	5,61%
- Prêts à taux variable	5,72 %	5,35 %	5,05 %	4,96 %	5,01%
- Prêts à taux relais	6,25 %	5,96 %	6,27 %	5,88 %	5,99%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,63 %	21,15 %	21,32 %	21,31 %	21,47%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,45 %	19,27 %	19,32 %	19,67 %	19,53%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	8,85 %	8,61 %	8,15 %	7,77 %	8,03%

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2010	3 ^{ème} Trim. 2010	4 ^{ème} Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^{ème} Trim. 2011
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,53 %	9,27 %	9,05 %	8,01 %	9,12%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,32 %	4,99 %	5,09 %	4,97 %	5,01%
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	5,75 %	6,25 %	5,79 %	5,65 %	5,77%
- Découverts en compte (2)	13,33 %	13,39 %	13,59 %	13,77 %	13,77%
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,73 %	5,93 %	5,60 %	5,63 %	5,65%

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	2 ^{ème} Trim. 2010	3 ^{ème} Trim. 2010	3 ^{ème} Trim. 2010	1 ^{er} Trim. 2011	2 ^{ème} Trim. 2011
- Découverts en compte (3)	13,33 %	13,39 %	13,59 %	13,77 %	13,77 %

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

Evolution du coût du crédit aux particuliers

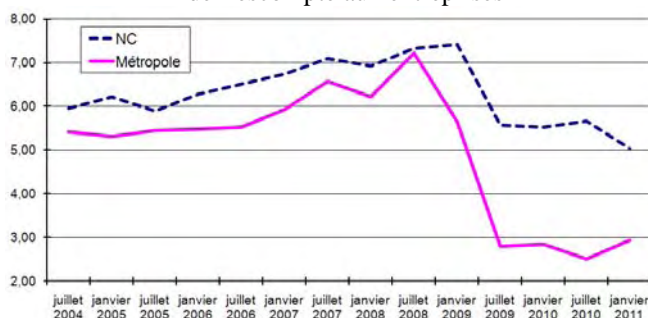
Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,83%	5,32%	5,02%	4,75%	4,63%	-0,39 pt	-0,12 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	18,50%	17,03%	17,17%	17,91%	18,28%	1,11 pt	0,37 pt
Découverts.....	10,91%	10,30%	10,51%	10,28%	11,20%	0,69 pt	0,92 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,75%	7,38%	6,99%	6,44%	6,15%	-0,84 pt	-0,29 pt
TMPG.....	7,08%	6,40%	6,21%	5,85%	5,74%	-0,47 pt	-0,11 pt
Déclarations (en nb).....	3 891	4 415	4 316	5 295	4 159	- 3,6%	- 21,5%

LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

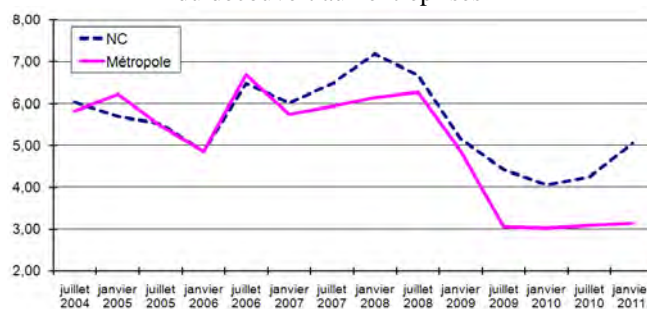
Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,42%	5,57%	5,52%	5,66%	5,03%	-0,49 pt	-0,63 pt
Découvert.....	5,17%	4,42%	4,06%	4,24%	5,05%	0,99 pt	0,81 pt
Autres court terme.....	4,91%	4,72%	4,61%	4,80%	3,84%	-0,77 pt	-0,96 pt
Ensemble court terme.....	5,92%	4,94%	4,77%	4,94%	4,89%	0,12 pt	-0,05 pt
Moyen et long terme.....	5,41%	4,65%	4,39%	4,32%	4,58%	0,19 pt	0,26 pt
TMPG.....	5,72%	4,83%	4,62%	4,70%	4,77%	0,15 pt	0,07 pt
Déclarations (en nb).....	1 789	2 216	1 743	2 077	1 490	- 14,5%	-100,0%

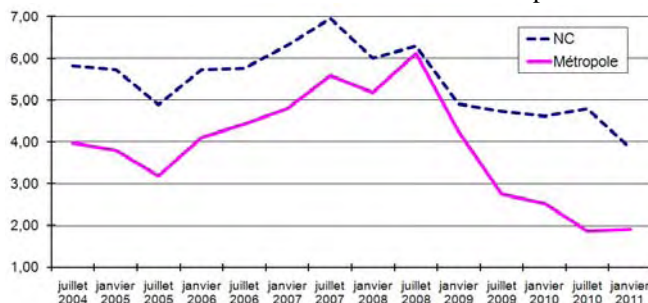
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



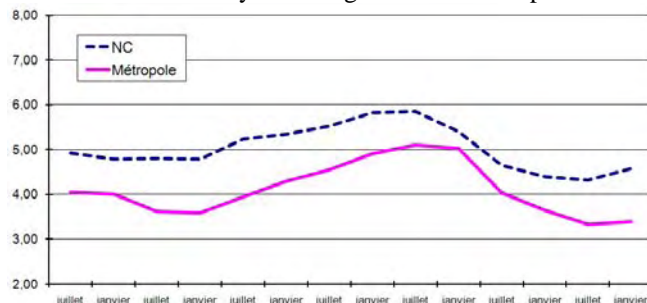
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



Nota : Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête.

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, c'est le cas de l'Agence française de développement ou de la CASDEN, qui disposent d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les « autres agents » rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Jusqu'au 3 mai 2010

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

A partir du 3 mai 2010, la bascule complète des entreprises n'ayant toutefois été finalisée que le 1^{er} septembre 2010

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou "NAF 2008") Code division de la nomenclature INSEE
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie	55
Transport et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452
Divers (essentiellement des administrations publiques)	84 et 99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND
Editeur et imprimeur : IEOM
Achevé d'imprimer le 22 juin 2011
Dépôt légal : juin 2011 - n° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553
E-mail : agence@ieom.nc
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège

IEOM

164, rue de Rivoli
75001 PARIS
Tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
E-mail : contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : agence@ieom.wf
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03